

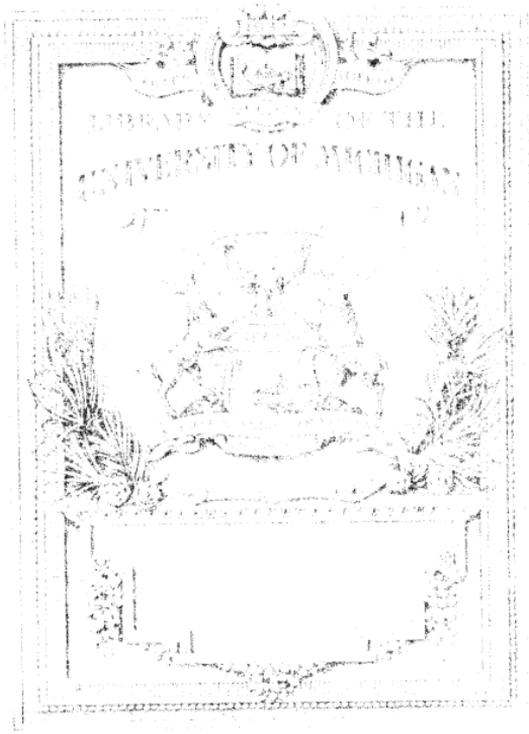
A 399719

E

713

N 56

KAISER IMPERIALISM AMERICAN



ÉTUDES SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DES ÉTATS

II

L'impérialisme
américain

PAR

HENRI HAUSER



“Pages libres”

8, rue de la Sorbonne, PARIS (5^e)

—
1905

DU MÊME AUTEUR

François de la Noue (1531-1591), Hachette,
1892, in-8°.

*Voyage du Levant de Ph. du Fresne-
Canaye (1572-1573)*, Leroux, 1897, in-8°.

Ouvriers du temps passé (XV^e-XVI^e siècles),
Alcan, 1899, in-8°.

*Études d'économie coloniale. — Colonies
allemandes, impériales et spontanées*,
Nony, 1899, in-8°.

L'Or, Nony, 1901, in-8°.

L'enseignement des sciences sociales, Che-
valier-Marescq, 1903, in-8°.

2083

E

713

. H38

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN



15-4-3
2
90

INTRODUCTION



1783-1898



INTRODUCTION

1783-1898

En 1783, par le traité de Versailles, l'Angleterre dut reconnaître l'existence de la fédération américaine : les treize colonies (New-Hampshire, Massachusetts, Connecticut, New-York, New-Jersey, Rhode-Island, Pennsylvanie, Delaware, Maryland, Virginie, Caroline Nord, Caroline Sud, Géorgie) s'appelèrent définitivement les États-Unis de l'Amérique du Nord. En 1898, par le traité de Paris, les États-Unis ont définitivement expulsé l'Espagne de ce Nouveau Monde qu'autrefois Colomb avait donné « à Castille et à Léon » (1) : ils ont annexé Porto-Rico, ils ont « libéré » Cuba. En outre ils se sont emparés de la grande possession espagnole du Pacifique, l'archipel des Philippines. Entre ces deux

(1) Castille et Léon sont deux des anciens royaumes dont la réunion a formé l'Espagne.

280654

Reclous. 7-28531 A+A.

dates, qu'à peine plus d'un siècle sépare, que de chemin parcouru !

En 1783, les treize étoiles qui constellaient alors le drapeau américain ne couvraient encore qu'un peu plus de 2 millions de kilomètres carrés. C'était déjà quatre fois la France actuelle, mais sur ce territoire vivaient seulement 3 millions un quart d'hommes, dont 600.000 noirs esclaves et 50.000 noirs libres. Actuellement, les États-Unis font flotter leurs 45 étoiles sur plus de 9 millions de kilomètres carrés, y compris l'Alaska et les îles Hawaï, c'est-à-dire sur une surface dix-sept fois plus grande que celle de la France, sensiblement égale à celle de l'Europe. Le recensement de 1900 leur attribuait 76 millions d'habitants — deux fois la population de notre pays — et les évaluations de 1903 portent ce chiffre à 80 millions.

En 1783, les États-Unis vendaient à l'Europe du tabac et du coton, un peu de bois et un peu de blé ; ils représentaient, dans la géographie économique, une quantité presque négligeable. Ils produisent aujourd'hui plus de blé que la Russie ou que la France, plus des trois quarts de tout le maïs consommé dans le monde. Ils ont enlevé à leur ancienne métropole, la Grande-Bretagne, sa triple royauté de la houille, du fer et de l'acier. Depuis 1899, le *record* de la houille est passé à l'Amérique ; elle bat sa rivale de plusieurs longueurs en ce qui concerne les fers, et c'est elle qui fait aujourd'hui le tiers de ce qu'il en faut à l'humanité. Pour

l'acier, les États-Unis dépassent actuellement l'Allemagne, qui avait déjà distancé l'Angleterre. Leurs usines de coton absorbent plus de balles que celles de l'Angleterre, et leur production soyée balance presque, comme chiffres, celle de la France.

En 1783, les colons américains devaient faire appel, pour secouer le joug britannique, aux flottes et aux armées de Sa Majesté très chrétienne. Vingt ans plus tard, il ne serait encore venu à l'idée de personne que les États-Unis pussent être un élément important de la politique internationale. Napoléon défaisait la vieille Europe, les alliés la refaisaient au Congrès de Vienne sans que nul ne songeât à demander à « l'Oncle Sam » (1) ce qu'il en pensait. En 1898, les États-Unis ont détruit une flotte européenne. Déjà ils étaient entrés, à propos des affaires chinoises, dans ce qu'une diplomatie vieillotte appelle encore « le concert européen » et qui devient le concert mondial. La Russie, le Japon, l'Angleterre se demandent avec anxiété quelle sera, dans le conflit actuel et lors du règlement final, l'attitude des États-Unis. On a vu la flotte américaine à Lisbonne. Elle était hier à Tanger. Et, pénétrant dans cette Méditerranée qui semblait par excellence la « pêche réservée » du Vieux Monde, elle allait naguère jusqu'à Beyrouth et à Smyrne exercer une pression sur le Sultan Rouge.

Si bien qu'à l'heure actuelle, dans les chancel-

(1) Sobriquet par lequel on désigne le peuple américain.

leries, lorsque les diplomates font des projets, rédigent des notes, ébauchent des alliances ou des actions collectives, il ne leur suffit plus de se poser les questions classiques : Qu'en pense l'Allemagne ? qu'en pense l'Angleterre ? que va dire la France, ou la Russie, ou l'Autriche, ou l'Italie ? Il leur faut encore se demander : Que vont faire les États-Unis ?

Comment est née, en un siècle, cette nouvelle « grande puissance », orgueilleuse, avide et forte, c'est ce que nous allons tâcher d'expliquer (1) — sans louer ni blâmer, sans nous laisser aller à l'indignation naïve ou au facile enthousiasme, en essayant tout uniment de comprendre.

(1) Pour rendre la lecture de ce travail plus facile, j'ai, autant que possible, évité d'employer des mots anglais et j'ai réduit au minimum indispensable le nombre des faits et des dates.

PREMIÈRE PARTIE

LES CAUSES DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN



Le sol américain

Les treize États qui formaient en 1783 la Fédération primitive comprenaient uniquement la côte atlantique entre le 30° et le 45° degré de latitude Nord, et le pays immédiatement en arrière. Franchissant à peine les chaînons boisés des Alleghanies et des Appalaches, le territoire américain s'arrêtait aux lacs Ontario et Erié, au cours supérieur de l'Ohio. Non seulement les pays de l'Extrême-Ouest, mais le sol où s'élèvent Chicago, Saint-Louis, Nouvelle-Orléans n'appartenaient pas aux États-Unis. Au sud, la Floride était encore espagnole.

Dans cet espace restreint, on distinguait déjà nettement deux régions. Au nord, la Nouvelle-Angleterre, le pays colonisé dès le début du dix-septième siècle par des puritains anglais (1), qui étaient venus chercher par delà l'Océan un libre

(1) Les puritains étaient des protestants dissidents qui, nourris de la lecture de la Bible, ne voulaient pas se soumettre à l'Eglise officielle, à l'épiscopat anglican. Persécutés par les premiers Stuarts, ils s'embarquèrent pour l'Amérique sur des navires dont le premier s'appelait *Fleur-de-Mai*.

asile pour leur foi religieuse. On y joignait une ancienne colonie hollandaise, la Nouvelle-Amsterdam devenue New-York. C'était un pays assez semblable à cette Europe que les émigrants avaient quittée. Les hivers y étaient plus froids, les étés plus chauds, mais on y pouvait cultiver sensiblement les mêmes plantes. Pays de céréales, de forêts et d'élevage, de fermiers et de bûcherons, pays de moyenne propriété, de travail libre et d'institutions démocratiques. Déjà s'y accusait un développement rudimentaire de l'industrie : constructions navales, filatures de coton.

Au sud, c'était... le *Sud*. Pays déjà subtropical, où la saison sèche alterne avec la saison des pluies, où l'homme blanc peut difficilement travailler la terre de ses propres mains. On y avait développé des cultures extensives, le tabac, le coton ; la terre y appartenait à de grands propriétaires, ou *planteurs*, et sous leurs ordres travaillaient des milliers d'esclaves noirs, amenés d'Afrique par les négriers.

L'opposition entre Nord et Sud sera l'un des traits essentiels de l'histoire américaine.

En 1803, l'Union (vieille de vingt ans) achète à la France la Louisiane (1). — Il ne faut pas entendre par là le seul État qui ait conservé ce nom, mais toute la vallée du Mississippi, des Lacs à la mer,

(1) C'est le centenaire de cette cession qu'a commémoré en 1904 l'Exposition de Saint-Louis.

aujourd'hui quinze États différents. — En 1819, l'Espagne lui vend la Floride, qui complète le Sud. En 1846, l'Angleterre renonce à ses prétentions sur l'Extrême-Ouest, sur la région de l'Orégon. Les États-Unis touchent au Pacifique. En 1845, le Texas s'était détaché du Mexique pour se donner aux États-Unis. En 1848, à la suite d'une guerre avec le Mexique, ils lui enlèvent les plateaux stériles du Colorado, mais aussi la Californie. Or cette conquête, considérée tout d'abord comme peu importante, coïncide juste avec la découverte de l'or dans ce pays. — C'est seulement en 1867 que les États-Unis achèteront à la Russie la presqu'île d'Alaska, située tout à fait au N.-O. du continent américain, séparée du reste de l'Union par toute l'épaisseur de la Colombie britannique. Mais dès 1848 les limites américaines étaient essentiellement fixées.

La guerre de Sécession

L'Union avait crû très vite, et le lien qui en unissait les diverses parties était très lâche — si lâche qu'il faillit se rompre. Dans ces diverses parties les intérêts étaient divergents, et les institutions mêmes n'étaient pas identiques. Entre le Nord et le Sud, la différence essentielle était l'esclavage. Depuis 1820, l'esclavage avait été supprimé au N. du 36°30'; cette ligne idéale divisait ainsi les États en deux régions distinctes, l'une où tous les hommes étaient égaux entre eux, l'autre

où subsistait encore *l'institution particulière*. Vérité en deçà du 36°30', erreur au delà. Qu'un nègre réussît à monter de quelques minutes vers le pôle, et il était libre; qu'il redescendît vers l'équateur et il redevenait esclave. En réalité cette ligne, tracée à l'intérieur de la Fédération, agissait comme une véritable frontière entre deux pays voisins, tout au moins comme une ligne de douanes.

Le Nord, grâce à l'immigration européenne, devenait de plus en plus un pays d'industrie, de petite culture et de fermage; le Sud, pour employer sa main-d'œuvre servile, se spécialisait de plus en plus dans sa fonction de producteur de coton et de tabac. Ses relations étaient moins avec la Nouvelle-Angleterre qu'avec l'Europe. Les deux moitiés des États-Unis devenaient chaque jour plus étrangères l'une à l'autre.

Sous la poussée de la propagande anti-esclavagiste (1), les *nordistes* réclamèrent l'abolition de *l'institution particulière* et réussirent à pousser l'un d'entre eux, Abraham Lincoln, à la présidence (1860). Mais plutôt que de renoncer à l'esclavage, les *sudistes* se séparèrent de l'Union fédérale; sous la direction du président sortant, ils formèrent une Confédération distincte; ils lui donnèrent une capi-

(1) On en retrouvera l'essentiel dans le célèbre roman de M^{me} Beecher-Stowe, *La case de l'oncle Tom*, qui coûta tant de larmes à nos grands mères.

tale, Richmond ; ils élurent un président, Jefferson Davis. Il y avait maintenant deux groupes d'États-Unis dans l'Amérique du Nord : les *confédérés* au Sud, les *fédéraux* au Nord.

Ceux-là proclamaient leur indépendance en vertu du même principe que les colons de 1776 avaient invoqué pour se séparer de l'Angleterre. Ceux-ci, considérant le pacte de 1776 comme indestructible, avaient pour eux une tradition de près d'un siècle, la Constitution, la capitale fédérale, enfin le nombre : 13 millions d'hommes contre 8. Mais les confédérés étaient meilleurs soldats et meilleurs marins ; ils avaient pour eux les sympathies de plusieurs puissances, surtout de l'Angleterre, alors la principale cliente des cotonnières du Sud.

La guerre eut le caractère impitoyable que présentent d'ordinaire les guerres civiles. Mêlée de succès et de revers, elle dura de 1861 à 1865. Elle se termina par la défaite du Sud, c'est-à-dire par le maintien du pacte fédéral. La capitulation de Richmond décida que les États-Unis continueraient à former une nation. Si le Sud avait triomphé, il est à croire que la Fédération se serait morcelée en républiques diverses, tel groupe d'États et de territoires formant une fédération de l'Ouest, tel autre une fédération du Pacifique. Ces petites républiques auraient vécu à part, chacune pour soi, petitement, pauvrement, guerroyant les unes contre les autres,

et la grandeur américaine serait encore une chimère.

A l'heure actuelle, je ne crois pas qu'il existe un *sudiste* de bonne foi pour regretter la victoire de Grant et de Sherman sur le sudiste Lee.

La masse continentale

L'Union est aujourd'hui assise entre les deux océans, barrant toute l'épaisseur du continent entre le Mexique et le Canada. Entre ces deux frontières Nord et Sud, il y a la même distance qu'entre le Havre et les oasis du Sud-Algérien. Entre Brest et Terre-Neuve, la longueur est à peu près égale à celle qui sépare Boston de San-Francisco. Quand midi sonne dans la première de ces villes, les horloges marquent encore huit heures et demie du matin dans la seconde. En France, on a trouvé moins d'inconvénients que d'avantages à donner au pays entier l'heure de Paris. Si l'on avait tenté d'unifier ainsi l'heure américaine, les horloges se seraient trouvées presque partout en conflit avec le soleil. Il a fallu découper le pays en 5 *fuseaux horaires*, c'est-à-dire en grandes bandes longitudinales dans l'intérieur desquelles règne une heure uniforme. En passant de l'un de ces fuseaux à un fuseau voisin, il vous faut reculer ou avancer l'aiguille de votre montre, comme lorsque vous passez de France en Suisse, ou de Suisse en France. Les États-Unis sont moins un « pays », au sens où nous enten-

dons ce mot en Europe, qu'un morceau de continent.

Cette masse continentale est baignée par deux océans et par le golfe du Mexique : elle penche ainsi à la fois vers la vieille Europe, vers le monde tropical des Antilles, vers notre Extrême-Orient. Mais presque nulle part ses côtes ne sont profondément fouillées par le flot, comme celles de la Bretagne, de l'Angleterre, de la Norvège, de la Grèce. C'est seulement dans le « Nord » que de larges estuaires permettent de pénétrer très avant dans les terres ; sur le Pacifique, la « Porte-d'Or » de San-Francisco ouvre seule une vaste rade. La seule péninsule importante est la Floride.

Régions naturelles et groupes économiques

Le voyageur qui vient d'Europe, après avoir franchi la zone côtière, doit traverser les Monts Alleghanies, qui dépassent par endroits 2.000 mètres. Puis s'étend devant lui, sur plus de 2.000 kilomètres de large, sur près de 4.000 de long, une large et monotone plaine, presque partout semblable à elle-même. Des lacs canadiens au golfe du Mexique c'est la *Grande Vallée*, arrosée par quelques-unes des plus puissantes rivières du monde ; plus à l'Ouest, ce sont les interminables ondulations des *Prairies*. Puis se dresse, à plus de 4.000 mètres d'altitude, la muraille des Montagnes Rocheuses. Entre les Rocheuses et la Sierra Nevada se creuse le

Grand Bassin, sorte de plateau en forme de conque d'où les fleuves s'échappent au Nord et au Sud, en s'ouvrant des gorges étroites et profondes à travers d'immenses tables de marbre. Une partie des eaux du Grand Bassin est sans écoulement, et se rassemble dans des nappes salines qui reproduisent, en des proportions gigantesques, les chotts algériens ou la mer Morte palestinienne. Cette région, en grande partie déserte, est peu à peu mise en culture par l'irrigation.

Au delà de la Sierra Nevada, le paysage change encore. A travers des forêts aux arbres colossaux, on arrive à la côte du Pacifique, qui rappelle les « corniches » de notre Méditerranée; elle en a les vignes et les oliviers, les figuiers, les citronniers et les orangers.

Combinez ces différentes géographies avec le climat. Dites-vous que, du côté de l'Atlantique, un mur d'eau froide s'insinue entre le Courant du Golfe et la rive américaine, tandis que la Californie est visitée par les eaux tièdes du Courant Noir qui vient du Japon. Rappelez-vous que le port de Seattle est à la latitude du Havre et celui de Galveston à la latitude du Caire. Pensez que si le régime des pluies de la Nouvelle-Angleterre rappelle sensiblement celui de l'Europe, les Prairies ne reçoivent pas plus d'eau que les steppes russes, et que certaines régions du Grand Bassin ne sont pas mieux partagées que le Sahara, — et vous comprendrez que

les États-Unis se divisent en régions naturelles très diverses, douées de productions très différentes.

Chez nous, il existe aussi des *pays*, des unités géographiques bien caractérisées. Mais ces pays sont de médiocre étendue : le calcaire bourguignon voisine avec la craie champenoise et le granit morvandiau. Il existe chez nous des terres à blé ou à maïs, mais elles sont entourées par des vignes, des forêts, des prairies : une grande exploitation peut comprendre des échantillons de toutes les cultures. Là-bas, au contraire, la « zone du maïs » couvre un million de kilomètres carrés, où le maïs et le blé règnent en maîtres. On peut de même dessiner sur une carte, avec des lignes d'une étonnante netteté, les limites de l'Amérique du coton.

On arrive ainsi à distinguer, sur le territoire des États, cinq ou six groupes économiques : 1° la zone des fermes, correspondant à peu près à la Nouvelle-Angleterre ; en y joignant les États de Pennsylvanie et de New-Jersey, on délimite la zone de grande production industrielle ; 2° la zone cotonnière, correspondant à peu près à l'ancien Sud ; 3° la zone du maïs et du blé d'hiver, où l'élevage du bétail (bœufs et porcs) est le facteur essentiel de l'existence ; 4° la zone du blé de printemps, le long de la frontière canadienne, pays de minoteries ; 5° la zone de la laine, dans les montagnes Rocheuses et le Grand Bassin ; 6° la zone du Pacifique, qui produit à la fois des bois, des grains et des fruits.

Chacun de ces groupes (caractérisés, sur de très vastes étendues, par un petit nombre de produits uniformes) ne saurait se suffire à lui-même. La section industrielle avec sa population ouvrière très dense, a besoin des blés et des porcs de l'Ouest, des cotons du Sud; le colon de la Prairie réclame aux grandes villes de l'Est ou du Centre-Ouest des machines agricoles. Si chacune de ces zones avait trouvé chez elle des productions assez variées pour lui permettre de se passer de ses voisines, il se serait peut-être formé des États américains, mais pas d'États-*Unis*. De leur dépendance réciproque est fait le lien fédéral qui les tient assemblées. La guerre de Sécession et la diversité des productions américaines, la géographie et l'histoire ont également agi pour conserver l'œuvre de 1776.

Influence du milieu physique

Essayons de nous représenter quelle influence ces conditions géographiques ont pu exercer sur l'humanité américaine. Dans un pays où les distances sont énormes — supérieures à celle qui sépare Madrid de Moscou — la notion de l'espace ne peut être la même qu'en Europe. Un voyage de Paris à Marseille est pour nous un long voyage. Le voyageur qui prend l'express à Chicago le samedi à 11 heures et demie du soir atteindra San-Francisco à 8 heures et demie du matin... le *mercredi*. Et s'il vient de New-York, il aura déjà, en arrivant à

Chicago, une quinzaine d'heures dans les jambes. Ainsi s'explique l'histoire des voies de communication en Amérique. Tandis que nos aïeux ont commencé par ouvrir des sentes à travers les forêts, puis des chemins, puis des grandes routes, les Américains n'ont pas eu le temps de passer par l'âge de la route, ils ont commencé par le canal et, dès 1840, par le rail. Lorsqu'après 1848 se développa la Californie, il devint évident que les États du Pacifique allaient évoluer à part, former une nation distincte, si l'on ne s'empressait de les rattacher aux États de l'Est. Avec une hâte fébrile fut construite la première de ces lignes transcontinentales dont la hardiesse nous confond, et qui franchissent les Rocheuses par plus de 2.000 mètres d'altitude.

Conquérir l'espace ou mourir, telle fut la devise américaine. Évidemment la notion d'espace n'a pas du tout dans leur cerveau la même valeur que dans le nôtre. De là cette facilité à se déplacer, cette vie quasi-nomade, de là ce mépris des difficultés, cette insouciance du danger, ces ponts de bois jetés sur des abîmes, cet irrésistible besoin d'aller toujours de l'avant, de se précipiter en foules tumultueuses sur les champs d'or ou sur les terrains de colonisation.

Si l'émigrant s'était heurté, dès le premier jour, à toute la complexité des problèmes que pose le sol américain, il se serait sans doute découragé. Mais cette initiation s'est faite par degrés. Long-

temps les colons restèrent confinés à ces rives atlantiques qui rappelaient l'Europe ou les colonies tropicales. De là ils se sont étendus de proche en proche vers la prairie qui resta longtemps l'*Ouest*, la limite occidentale qu'on n'espérait pas dépasser. Alors seulement se posa pour eux la question de la vie dans la steppe semi-aride, puis dans la steppe stérile, sous un climat dur et brusque, balayé par les cyclones. Le succès obtenu dans chacune de ces expériences a donné à l'Américain le courage, la confiance en soi, la persuasion qu'il peut s'adapter à toutes les conditions d'existence — enfin un immense orgueil.

Le sol américain a largement contribué à faire la nation yankee (1).

(1) Sobriquet par lequel on désigne les citoyens des États-Unis. Nous l'emploierons fréquemment pour éviter la confusion que fait naître le mot d' « Américain ».

La nation yankee

En 1790, date du premier recensement (1), les treize États et les territoires non encore organisés n'avaient pas 4 millions d'habitants, dont plus de 760.000 noirs. Ajoutez-y les anciens habitants du pays, les Indiens Peaux-Rouges, qui étaient déjà en voie de disparition.

Les 3.172.000 blancs appartenait pour les quatre cinquièmes à une seule race, la race anglaise. Ils tenaient de leur foi protestante des habitudes d'indépendance et de moralité, le goût de la vie intérieure, le sens de l'effort personnel et de l'énergie ; de leurs ancêtres britanniques ils avaient hérité cette conscience de leurs droits qui les avait poussés, en 1776, à se séparer de la métropole. C'était une race forte et entreprenante, façonnée par un climat rude, mais ces trois ou quatre millions d'hommes ne pouvaient aspirer à peupler un continent.

Comment sont-ils devenus près de 80 millions ?

(1) Les États-Unis font l'opération du recensement tous les dix ans. Celui de 1900 était le douzième.

Les éléments étrangers

Sept ans après le traité de Versailles, nous venons de constater qu'un cinquième de la population blanche avait déjà comme idiome maternel une autre langue que l'anglais. Malgré la distance (il fallait alors quarante jours pour aller d'Europe aux États-Unis), la libre et vierge Amérique exerçait déjà son attraction sur les Français, les Suédois, les Hollandais, les Allemands. Cette immigration, bien plutôt que l'excédent des naissances sur les décès, explique que, de 1790 à 1800, la population se soit accrue de 35 p. 100.

Cette proportion se maintint à peu près invariable jusque vers 1860. Tandis que New-York et Philadelphie attiraient les cultivateurs et les artisans, depuis 1850 San-Francisco appelait les chercheurs d'or, qui venaient des États de l'Est à travers la masse continentale ou qui passaient par le cap Horn.

Des terres étaient mises presque gratuitement à la disposition des nouveaux arrivants, soit par l'État, soit par les Compagnies de chemins de fer.

La guerre de Sécession ralentit cet accroissement. Les émigrants ne se souciaient pas d'aller tomber en cette bagarre. Le taux remonta, de 1870 à 1880, à 30 p. 100. Mais depuis, cela se tasse plutôt. Bien que la densité de la population soit encore très faible (huit habitants au kilomètre carré,

contre soixante-treize en France), les États-Unis ne sont plus un de ces espaces vides où s'engouffrent les émigrants, comme les vents se précipitent vers les zones de basses pressions. Surtout, ils ne gardent plus tous les nouveaux arrivants, ils en réexpédient un certain nombre vers d'autres pays de l'Amérique. Si plus de 850.000 immigrants étrangers ont débarqué en 1903 dans les ports américains, près de 375.000 en sont repartis. D'ailleurs les États-Unis deviennent difficiles en fait d'immigrants. Autrefois, ils acceptaient le « tout-venant », jusqu'aux « déchets » des sociétés européennes. Aujourd'hui les indigents, les illettrés, les gens sans profession avouable se voient fermer la porte de la libre Amérique. Un très sévère service d'inspection fonctionne, à côté de la quarantaine sanitaire, dans les ports de débarquement.

Aussi l'accroissement de la population n'a-t-il été que de 25 p. 100 entre 1880 et 1890, et seulement de 21 p. 100 entre 1890 et 1900. La natalité est d'ailleurs très faible et, sans l'immigration, la population des États-Unis ne s'accroîtrait pas plus que la nôtre. Il n'y a pas longtemps, le président Roosevelt menaçait ses compatriotes, s'ils ne se décidaient à faire plus d'enfants, de la disparition de la race américaine.

Depuis 1790, on estime à plus de 20 millions le nombre d'hommes que l'Europe a déversés sur l'Amérique. D'où sont-ils venus? Plus du quart

sont venus d'Allemagne. Près d'un quart d'Irlande, surtout depuis que des famines répétées ont réduit de plus de moitié la population de cette île. Les Anglais, les frères de sang des colons primitifs, ne figurent dans cette liste qu'au troisième rang, suivis de près par les Scandinaves ; puis viennent les Autrichiens, les Italiens, les Russes, les Français, les Écossais.

On le voit : la population de la grande république de langue anglaise s'est accrue (surtout depuis 1820) *principalement grâce à des éléments non-anglais*, parmi lesquels les Allemands et les Irlandais tiennent le premier rang. Dans ces dernières années, ce sont les pays du Sud et de l'Est de l'Europe qui ont fourni le plus gros contingent. En 1903, on comptait encore plus d'un million et demi d'Américains nés en Irlande et 2.670.000 en Allemagne, mais il s'y ajoutait près d'un demi-million de Russes et près de 400.000 Polonais, 276.000 Autrichiens, 150.000 Bohêmes, 150.000 Hongrois, 484.000 Italiens, 574.000 Suédois, 340.000 Norvégiens, 150.000 Danois. Juifs polonais ou roumains, Scandinaves, Finlandais, Autrichiens, Italiens arrivent en bataillons de plus en plus compacts, tandis que, par terre, les Canadiens-français opèrent, ferme après ferme, la conquête de la Nouvelle-Angleterre. Ils sont peut-être un million sur le territoire des États-Unis.

Sur 76 millions d'habitants, lors du recensement de 1900, près de 10 millions et demi étaient nés à

l'étranger, et pas 2 millions dans les pays de langue anglaise autres que l'Irlande. L'anglais a beau être la langue officielle, les États-Unis ne sont plus une nation de sang britannique. Dans certaines villes, à Milwaukee, à Chicago, la population allemande est très considérable ; à Patterson, c'est la population italienne. Cette nation protestante, fille des puritains, comprend une dizaine de millions de catholiques (Irlandais, Allemands du Sud et Autrichiens, Italiens), et déjà un million de Juifs. Il n'est pas possible que ces éléments n'influent point sur la mentalité américaine.

Germaines, Celtes, Slaves, n'ont pas sucé avec le lait, comme les pèlerins de la *Fleur-de-Mai*, la confiance absolue dans la toute-puissance de l'énergie humaine, le culte de la dignité personnelle, le respect de la légalité stricte, la persévérance inlassable.

Lorsque la politique américaine actuelle nous paraîtra turbulente, tapageuse, sujette aux brusqueries déconcertantes et aux agitations fébriles, il faudra nous souvenir que les Américains actuels ne sont plus que dans une très faible mesure les congénères de George Washington et de Benjamin Franklin.

Les données actuelles de la science ne nous permettent pas, assurément, de faire le dosage des éléments physiques et psychiques qui entrent dans la constitution d'un peuple ; mais elles ne permettent pas non plus de nier l'influence de ces éléments.

Un peuple jeune

N'oublions pas que les 10 millions d'immigrants révélés par le recensement sont en grande majorité des mâles adultes.

D'abord, des mâles : tandis que la France compte 1.022 femmes pour 1.000 hommes, la Norvège 1.083, le Portugal 1.090, l'Angleterre 1.067, les États-Unis n'en ont que 953. Tant qu'un pays reste un pays neuf, il attire surtout des célibataires hommes.

Ensuite, des adultes : parmi les Américains blancs nés à l'étranger, plus de la moitié sont des mâles âgés de vingt et un ans au moins.

Ajoutez que ces immigrants appartiennent, par définition, aux groupes les plus énergiques des populations du Vieux Monde — ce ne sont pas les propres à rien, les fainéants, les malades qui émigrent — et mesurez l'afflux de force qui vient s'ajouter ainsi à la vigueur traditionnelle de la race.

L'Amérique nous apparaît actuellement comme une nation *jeune* — c'est-à-dire où les jeunes dominent, — proportionnellement moins encombrée de vieillards, de femmes et d'enfants que nos sociétés européennes.

Les influences conservatrices y sont donc moins puissantes que les forces de progrès. Peu de vieillards pour prêcher le respect des antiques traditions ; peu de femmes et peu d'enfants pour arrêter l'homme sur la voie des innovations audacieuses.

Les éléments de couleur

Sur 76 millions d'Américains, en 1900, il n'y avait guère plus de 66 millions de blancs.

Ce n'est pas que les *rouges* y soient nombreux. Les anciens maîtres du sol ont été d'abord exterminés par le colon anglais, peu tendre pour les races inférieures. Aujourd'hui ils sont parqués dans des territoires restreints, où ils ne peuvent continuer leur vie habituelle de chasseurs errants; ils meurent peu à peu d'inertie et l'alcool se charge de les décimer. Ces *réserves* sont sans cesse réduites par la colonisation, et les descendants de « Pied de Cerf » et de « Cœur d'Alène », de Chactas et d'Atala ne sont pas aujourd'hui 300.000. Malgré les soins que, depuis quelques années, le gouvernement fédéral s'est décidé à prendre pour protéger les Indiens, relever leur condition morale et sociale, leur donner une instruction professionnelle, c'est un élément condamné à une disparition rapide.

Pour les noirs, il en est peu venus d'Afrique depuis le début du dix-neuvième siècle, par suite de l'abolition de la traite, et plus du tout depuis 1865 (1). Mais, grâce à leur puissance de reproduction, ils sont environ 9 millions, répartis presque exclusivement dans les États de l'ancien Sud. On sait

(1) Un certain nombre de noirs sont même retournés en Afrique pour y fonder la République de Libéria.

que, malgré l'égalité qui leur est garantie depuis 1865 par un amendement à la Constitution, ils sont méprisés et haïs par leurs concitoyens blancs. Non seulement on les confine dans des voitures spéciales en tramway ou en chemin de fer, non seulement on viole à leur détriment les règles élémentaires de la justice, mais certains États ont trouvé le moyen de les dépouiller pratiquement du droit de suffrage. On leur reproche, il est vrai, leur paresse, leur ivrognerie, leur immoralité, leur manque de conscience politique. Ces défauts, leurs anciens maîtres et leurs concitoyens blancs en sont en grande partie responsables. Ils s'opposent même aux efforts que l'on tente pour relever l'intelligence et la moralité de la race noire (1).

Le président Roosevelt s'est fait honnir par toute la « bonne société » du Sud pour avoir reçu à sa table un noir qui a entrepris d'élever les noirs à la dignité d'hommes, Booker Washington. Certains aristocrates américains ne serreront pas la main d'un homme dans les veines de qui, avec cette perspicacité étonnante que donne seule la haine des races, ils auront diagnostiqué un neuvième ou un douzième de sang nègre.

Aux 9 millions de noirs s'ajoutent cent milliers de jaunes (2). Il fut un temps où des bandes de

(1) Tout dernièrement, dans des manœuvres de milice, les officiers blancs refusaient de saluer leurs collègues de couleur.

(2) Je laisse de côté les îles Hawaï.

Chinois débarquaient sur les rivages californiens. Blanchisseurs, épiciers, tenanciers de maisons de jeux, ouvriers dans les mines ou sur les chemins de fer transcontinentaux, ils vivaient de rien, ce que ne pouvaient leur pardonner ni les petits boutiquiers ni les syndicats ouvriers. Ils remportaient en Chine, non pas seulement leurs maigres carcasses, mais de beaux et bons dollars, ce qui diminuait le stock monétaire de l'Union. « Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage » : on déclara que « Jean Chinois » était pourri de vices, et on lui interdit l'entrée de la libre Amérique. — Les traités signés avec le Mikado ne permettent pas de se montrer si sévère à l'égard des Japonais. Il est entendu que le Chinois est un barbare parce qu'il est jaune, mais que le Japonais, quoique jaune, a droit à un traitement de civilisé. C'est que le Japonais a derrière lui des cuirassés et des canons.

Y a-t-il une nation yankee?

Voilà donc une population dont plus d'un huitième est né à l'étranger, et qui appartient aux races les plus diverses. Le descendant des puritains qui, en 1608, débarquèrent de la *Fleur-de-Mai* (1), coudoie le misérable échappé des ghettos

(1) Les quelques familles qui remontent « au temps colonial » forment, au sein de la démocratie américaine, une sorte d'aristocratie de race.

de Kiev. Cette population bigarrée est prodigieusement instable : elle reçoit un demi-million de nouveaux venus chaque année, et ces nouveaux venus appartiennent en majorité à des races autres que celle qui a fourni les premiers occupants du sol ; les Anglo-Saxons se trouvent noyés au milieu des Germains, des Scandinaves, des Celtes, des Latins, des Orientaux.

Instable dans sa composition, cette population est encore douée, à l'heure qu'il est, d'une mobilité qui rappelle le demi-nomadisme des premiers pionniers, des défricheurs de forêts. Les Américains ont la curiosité d'inscrire sur la carte, tous les dix ans, leur *centre* de population, c'est-à-dire le point d'équilibre entre les diverses masses humaines dispersées sur le territoire. Or ce centre était, en 1790, près de Baltimore, en 1860, dans l'Ouest de la Virginie, en 1870, à Cincinnati ; il est aujourd'hui dans l'Indiana. Il se déplace donc vers l'Ouest avec une prodigieuse rapidité. Cela veut dire que la population yankee n'a pas encore trouvé ses conditions normales et stables d'existence ; l'axe autour duquel elle se développe est en voie de perpétuel cheminement de l'Atlantique vers le Pacifique. D'ailleurs, avec moins de 9 habitants au kilomètre carré, les États-Unis sont encore, malgré leurs 80 millions d'hommes, un pays presque vide : la Russie d'Europe a plus de deux fois cette densité.

Encore n'arrive-t-on à cette moyenne de 9, que parce que certains États de l'Est sont surpeuplés :

132 au kilomètre carré dans Rhode-Island ou Massachusetts, mais 0,1 seulement dans le Nevada — c'est-à-dire 4 fois moins que dans le Sahara.

Et que deviendraient ces chiffres de densité si n'existaient pas les colossales villes américaines? Où est le temps — 1775 — où New-York était une bonne ville de 23.000 habitants dont beaucoup de Hollandais? où Philadelphie, avec ses 32.000 âmes, était la ville « fashionable », la mieux tenue, la plus gaie, la plus chère des États-Unis? En 1790, ces villes ne contenaient que 3,35 p. 100 de la population américaine; c'était un peuple de fermiers. Aujourd'hui, malgré l'augmentation considérable de la population rurale, elles en retiennent près de 30 p. 100. En 1880, il y avait déjà 20 villes de plus de 100.000 âmes; en 1890, 28; en 1900, 38, dont 19 de plus de 200.000. New-York avec ses 3 millions et demi, Chicago avec ses 1.700.000, Philadelphie avec près de 1.300.000, Saint-Louis avec 575.000 ont respectivement augmenté, en dix ans, de 37, 54, 23 et 27 p. 100. Mais ce taux de croissance n'est rien auprès de villes moindres comme Los Angeles, en Californie, qui a gagné 103 p. 100, comme Seattle, le port du Pacifique Nord, qui a gagné 89 p. 100, comme South Omaha qui a gagné 222 p. 100. Véritable type de la « ville champignon », celle-ci comptait ses habitants par zéro en 1880, par 8.000 en 1890, par 26.000 en 1900. Ni Superior (Wisconsin), ni Newcastle (Pennsylvanie), ni Memphis (Tennessee), ni Seattle

n'existaient il y a vingt ans : ce sont des villes de 31, de 28, de 30, de 102, de 80.000 âmes.

Saint-Paul (Minnesota) avait, en 1850, 850 habitants, presque tous Indiens; il a 192.000 habitants, tous blancs. Voilà donc une grande ville, de l'importance de Toulouse, dont pas un habitant n'était là il y a un demi-siècle. Ils y sont venus de tous les points de l'horizon, de toutes les contrées de la terre.

Dans ces conditions, peut-il exister une nation « yankee »? Les États-Unis ne doivent-ils pas ressembler à une tour de Babel, où chaque groupe s'isole des groupes voisins?

Eh bien! non, si étrange qu'il paraisse, c'est un fait incontestable qu'il existe une nation yankee, des façons de voir, des conceptions, des mœurs yankees. Les dix millions d'Américains nés en Europe se fondent très vite dans la population locale, apprennent très vite l'anglais un peu rude qui se parle là-bas, s'habituent très vite aux surprises du climat et aux diversités du milieu physique, se prennent très vite de sympathie pour les institutions locales.

Lorsque l'« Américain » vient faire un tour dans son pays d'origine, à Liverpool, à Hambourg, ses anciens compatriotes ne le reconnaissent déjà plus. A la deuxième génération, la métamorphose est complète.

Seuls, quelques groupes, Canadiens-français, Ita-

liens, font bande à part. Les Irlandais ne rompent pas non plus le lien qui les attache à la verte Erin : tous, depuis les sénateurs et les ministres jusqu'aux petites bonnes, ils souscrivent aux quêtes organisées par les députés qui représentent l'Irlande au Parlement de Westminster. Mais s'ils restent Irlandais, ils deviennent, par haine de l'Angleterre, violemment Américains. Les Allemands ne conservent qu'une sorte de patriotisme sentimental, qui s'exhale innocemment en *lieder*, qui s'emploie dans les sociétés de tout genre et dans les buveries fraternelles. Les Anglais eux-mêmes s'américanisent très vite. Même leur idiome prend quelque chose de particulier qui permet de reconnaître un Américain à la façon dont il parle l'anglais. Un bon observateur a noté que « l'Américain de pure souche anglaise a une physionomie essentiellement différente de son cousin d'Angleterre » — physionomie morale, et aussi physique.

En effet, il se forme un type physique américain long et anguleux, osseux et raide, aux longs bras et aux fortes mâchoires, type caractérisé chez la femme par la richesse des formes et l'éclat du teint. De méchantes langues ont pu dire que le yankee évoluait lentement vers le type peau-rouge. Encore quelques siècles, et l'Américain ne sera plus qu'un Indien un peu perfectionné, qui portera des bottes en guise de mocassins ! — Sérieusement parlant, le sol, le climat, les conditions matérielles d'existence jouent leur rôle dans la formation de la

nation yankee. Mais la principale influence est dévolue aux institutions.

Les institutions

Les institutions américaines ne ressemblent à rien de ce que nous connaissons en Europe. Sur ce territoire immense et varié, aux distances énormes, à la population disséminée et hétéroclite, une constitution unitaire, une « République une et indivisible » eût rendu tout développement impossible.

Les États-Unis sont des *États*, qui sont *unis*. Dans tous les domaines que la Constitution n'a pas formellement réservés à l'Union, les États sont indépendants : exactement le contraire de ce qui existe chez nous, où le pouvoir central possède tout ce qui n'a pas été spécialement concédé aux pouvoirs locaux. Les Chambres de chaque État légifèrent souverainement sur tout objet qui ne dépasse pas le territoire de l'État ; le *gouverneur*, élu par la population de l'État, est investi du pouvoir exécutif dans les limites de l'État. Impôts fédéraux, diplomatie, guerre, monnaie, douanes, relations commerciales entre plusieurs États (1), tels sont les seuls objets qui tombent dans la compétence des autorités fédérales.

(1) Si une ligne de chemin de fer ne circule que sur le territoire d'un seul Etat, elle échappe à la législation et à la juridiction fédérales.

Le *Congrès fédéral* siège à Washington, dans une ville bâtie tout exprès, dans un district qui appartient en commun à tous les États. Le *Sénat*, élu pour six ans par les législatures locales à raison de deux sénateurs par État (soit quatre-vingt-dix membres) (1) représente moins le peuple américain que les États-Unis eux-mêmes : s'il ressemble à quelque chose d'européen, c'est au Conseil fédéral de l'Empire allemand. La Chambre des représentants, élue pour deux ans, est une émanation directe du peuple américain, mais elle non plus ne peut s'immiscer dans les affaires intérieures des États. Le Président, issu du suffrage universel à deux degrés, nommé pour quatre ans, rééligible une fois, responsable, choisit à son gré les ministres, nomme tous les fonctionnaires fédéraux, peut opposer aux décisions du Congrès un veto suspensif. Il a donc des pouvoirs supérieurs, je ne dis pas à ceux du Président de la République française, mais à ceux du roi d'Angleterre ou du roi d'Italie. C'est un roi sans couronne.

Mais cette « monarchie » est strictement limitée aux affaires fédérales. Le Président, au lendemain de son élection, peut révoquer depuis les amiraux jusqu'aux cantonniers qui cassent les cailloux sur les routes fédérales. Et c'est pourquoi chaque élection présidentielle (elle coïncide d'ailleurs avec un

(1) Il est question de transformer quatre territoires en deux États nouveaux.

renouvellement de la Chambre) éveille tant d'ambitions et d'appétits ; c'est une curée aux places, et les vainqueurs appliquent sans scrupule ce qu'on appelle là-bas le système des dépouilles. Mais ni le président ni ses ministres ne peuvent rien contre ou pour le plus petit employé du Montana et de l'Idaho.

Que si le Président ou l'une des Chambres du Congrès voulait sortir de son rôle, faire lever par exemple un impôt illégal, le citoyen lésé n'aurait qu'à s'adresser à la Cour suprême. La Cour, qui prononce toujours sur des questions d'espèce, déclarera qu'en demandant à Jonathan F. Davis ou à Samuel W. Clarke un dollar six cents, le receveur fédéral a violé la Constitution : Jonathan ne paiera pas, et le receveur, dûment averti, ne présentera de semblable quittance à nul autre. Il n'y a pas d'exemple qu'une sentence de la Cour n'ait pas été respectée.

A l'autonomie des États dans l'Union correspond, dans chaque État, l'autonomie communale. Chaque commune (1) est maîtresse chez elle, pour tout ce qui la concerne exclusivement ; elle organise comme elle l'entend, sans avoir à subir aucune tutelle administrative ou législative, ses écoles et ses hôpitaux, son gaz ou ses tramways.

(1) Nous ne pouvons entrer dans le détail de l'administration communale, très différente suivant qu'il s'agit d'une ville ou d'une communauté rurale.

Cette vie largement décentralisée a de quoi séduire des Européens, particulièrement ceux qui ont subi le caporalisme prussien ou le despotisme russe. Admis très vite, grâce à une naturalisation quasi-automatique, dans la cité américaine, ils s'intéressent tout de suite aux affaires de leur commune — car ce sont leurs propres affaires, — de leur État, des États-Unis. Cette Constitution est un constant appel à l'initiative individuelle, elle éveille chez tout citoyen, même chez tout nouveau citoyen, l'amour de la chose publique. Et ainsi naît le patriotisme américain.

Le patriotisme yankee

Il est bizarre de parler de patriotisme à propos d'un peuple qui n'a pas de passé, pas de souvenirs communs, glorieux ou tristes, presque rien de ce qui, pour nous, fait une patrie. Hors les petits-fils des 3 millions d'Américains de 1790, peut-être des 30 millions d'Américains de 1860, qui peut se passionner au souvenir des grandes choses accomplies pour la conquête de l'indépendance ou le maintien de l'unité? Et cependant il y a un patriotisme américain, patriotisme aussi ardent, parfois aussi ombrageux et aussi agressif que celui des plus vieilles nations européennes.

Pour tout bon Yankee, le monde des hommes se divise très évidemment en deux groupes : les Américains et les non-Américains. Celui-ci est infé-

rieur à celui-là. Les institutions américaines sont les plus parfaites que l'on puisse rêver. L'Amérique n'a pas de passé, soit ; elle a un avenir. Il y a, comme dit M. Roosevelt, des « idéaux américains », et c'est en réalisant ces idéaux que l'on fera régner sur la terre la paix et la justice. De là au désir d'imposer aux autres l'idéal américain, il n'y a pas loin.

« Nous sommes », — s'écriait un Allemand naturalisé, à l'heure où sa nouvelle patrie était sur le point de déclarer la guerre à l'ancienne pour la possession des îles Samoa, — « nous sommes Américains du jour où nous touchons la rive américaine jusqu'au jour où nous sommes couchés dans des tombes américaines... L'Amérique. d'abord, après et toujours. L'Amérique contre l'Allemagne, l'Amérique, qu'elle ait raison ou tort, toujours l'Amérique ! Nous sommes Américains ! »

III

L'essor économique

Sur un territoire grand comme l'Europe, un peuple qui gagne 35, 30, au moins 20 p. 100 tous les dix ans représente une force économique considérable. Surtout quand cet accroissement est composé en majorité, non d'enfants dont il faut attendre la complète adolescence, mais d'adultes qui arrivent tout élevés, et qui sont déjà le produit d'une sélection (1), la sélection des plus énergiques. L'Amérique est comme une usine qui n'aurait pas d'apprentis, et vers laquelle ne se porteraient que des ouvriers robustes.

Cette usine trouve dans son propre domaine les matières premières les plus variées. Nous avons décrit l'Amérique du blé et du maïs, qui est en même temps l'Amérique du porc et du bœuf, l'Amérique du mouton et de la laine, l'Amérique du coton et du tabac. On cultive la canne à sucre en Louisiane, tandis que la betterave à sucre se développe en Californie, où elle voisine avec la vigne et

(1) A la sélection naturelle s'ajoute maintenant, grâce à l'inspection des débarqués, une sélection artificielle.

avec les fruits de notre Midi. La datte saharienne mûrit dans les déserts du Colorado, et la pomme normande près de la frontière canadienne.

Même diversité dans les richesses minérales. La production annuelle d'or dépasse maintenant 120 mille kilogrammes (plus de 400 millions de francs), ce qui classe les États-Unis au premier rang des pays producteurs d'or. Pour l'argent, les chiffres oscillent autour de 1.700.000 kilogrammes, et ne sont dépassés que par ceux du Mexique : c'est même cette extraordinaire richesse des mines américaines et mexicaines qui est cause de la dépréciation du métal-argent.

Plus grande encore est la primauté des États-Unis en ce qui concerne les minéraux utiles à l'industrie. En 1900, le monde entier a vu sortir des flancs de la planète 650 millions de tonnes de houille : à eux seuls, les États-Unis en ont fourni 245, soit près de 38 p. 100, et ce chiffre a encore été dépassé l'année suivante. Tandis que l'antracite est surtout concentré dans l'État de Pennsylvanie, au pied des Alleghanies, le charbon bitumineux occupe des surfaces bien plus étendues. De l'État de New-York à l'État d'Alabama se développe une vaste région houillère qui mesure près de 1.500 kilomètres de long, et dont la largeur varie entre 50 et 300 kilomètres ; elle fournit les deux tiers du total. Mais il y faut joindre les Bassins du Centre, de l'Ouest, des Rocheuses, du Pacifique, du Nord.

Le pays de l'antracite est en même temps le

pays du pétrole. A cet égard les États-Unis n'ont d'autre concurrent que le Caucase (1). Dans cette région se trouve encore un autre combustible, le gaz naturel, qui sert non seulement à l'éclairage et au chauffage des villes, mais à l'industrie verrière. Et, pour le jour où le combustible viendrait à manquer, les États-Unis possèdent des réserves de forces hydrauliques, susceptibles d'être transformées en forces électriques. Ils utilisent la gigantesque chute du Niagara ; ils transportent la force, en Californie, à 200 kilomètres des sources d'énergie.

Parmi les métaux usuels, la production du fer brut dépasse celles de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne réunies. Pour le cuivre, c'est presque un métal américain : les États-Unis fournissent près de 60 p. 100 de la production mondiale, et c'est dans leurs mines du lac Supérieur que se trouve le cuivre le plus pur, celui que réclament les industries électriques.

Avant et après la guerre de Sécession

On ne s'aperçut pas dès le premier jour des richesses que recélait le sol américain.

La population était trop peu dense, l'immense territoire trop peu connu. Ses seules industries prospères étaient les industries du bois et du coton.

(1) Si la Russie produit un peu plus de pétrole brut, les États-Unis se rattrapent sur le pétrole raffiné.

Après la guerre de l'Indépendance, la nécessité de se passer des produits de la métropole donna un certain essor à la production nationale.

Mais cette production était, jusqu'en 1860, exclusivement restreinte aux États du Nord. Les États à esclaves, absorbés par le travail des plantations, demeuraient immuables. Le capital industriel y était remplacé par le capital servile. Les immigrants, qui n'auraient pu lutter contre la main-d'œuvre locale, contournaient le Sud sans y pénétrer.

Franklin avait déjà montré que le travail servile, malgré son illusoire bon marché, était inconciliable avec le développement industriel. « C'est une erreur, disait-il, de croire que, grâce au travail des esclaves, l'Amérique puisse lutter contre la Grande-Bretagne pour le bon marché des produits. Le travail des esclaves ici ne pourra jamais coûter aussi peu que celui des ouvriers en Angleterre ». L'acquisition et l'entretien du capital-esclave, la « négligence naturelle à l'homme qui n'est pas récompensé de ses soins ou de son activité », les frais de surveillance, les vols commis par les noirs, tout cela faisait de l'institution servile un déplorable système économique.

La guerre de Sécession, qui faillit couper en deux la Fédération, se présente d'abord comme une guerre philanthropique, entreprise pour libérer quatre millions de nègres. A y regarder de plus

près, elle apparaît comme une guerre politique, destinée à assurer la domination des hommes politiques du Nord sur ceux du Sud, de ceux qui voulaient fortifier le pouvoir fédéral (ou *républicains*) contre les partisans de l'autonomie des États (ou *démocrates*). En réalité ce fut une révolution économique. Les gros industriels du Nord ne pouvaient éternellement remorquer ce poids mort du Sud esclave : ils avaient besoin de l'ouvrir à leurs industries, d'y multiplier le nombre des consommateurs, d'y accroître la production du coton.

Le résultat de la guerre fut une nouvelle organisation du travail dans le Sud. Subitement on s'aperçut — ce que l'on avait jusqu'alors ignoré — que le Sud possédait, lui aussi, du fer, du charbon, des forces hydrauliques. Il ne tarda pas à entrer en compétition avec le Nord, et avec l'Europe elle-même.

En 1860, la production manufacturière américaine était évaluée à 1 milliard 800 millions de dollars ; elle n'avait augmenté que de 800 millions de dollars depuis 1850 ; en 1870, elle a dépassé 4 milliards. (1)

Voilà le résultat économique de la guerre de Sécession. Nous avons vu plus haut son importance politique. On peut dire de cette opération chirurgicale qu'elle fut aussi utile que le coup de ciseau

(1) De 1870 à 1880 l'augmentation ne dépasse guère 1 milliard.

qui, à la fin du dix-huitième siècle, avait tranché le cordon ombilical entre l'Amérique et la mère-patrie.

Les périodes de l'expansion économique

L'histoire économique des États-Unis, c'est, jusqu'à ce jour, celle de la transformation d'une nation agricole en une nation agricole-industrielle.

Trois périodes sont à distinguer dans cette évolution :

1° Jusqu'en 1860 environ, l'Amérique exporte surtout des matières premières; peu à peu seulement elle ajoute à cette exportation celle des denrées alimentaires, ce qui excite les plaintes de nos cultivateurs, mais elle importe des produits manufacturés. L'Europe achète en quantités croissantes ses blés, ses maïs, ses bois, ses fers, ses cotons : en retour elle lui expédie ses étoffes, ses machines. L'Amérique est une cliente, et une cliente de premier ordre, pour Birmingham et pour Lyon.

2° De 1860 aux dernières années du siècle, l'Amérique continue à concurrencer sur nos marchés l'agriculture européenne, mais elle restreint ses achats de produits. Les articles complètement manufacturés représentaient, en 1854, les 40 p. 100 de l'importation : depuis 1886, ils n'ont guère dépassé 20 p. 100. L'industrie américaine est donc

née, et elle s'est réservé le marché intérieur. C'est l'époque du complet triomphe de la politique protectionniste. Mais rien ne faisait prévoir que, sortant de ses limites nationales, l'industrie américaine aspirerait à placer ses produits au dehors. En 1899, M. Paul de Rousiers (1) écrivait encore, opposant l'industrie américaine à l'industrie britannique : « Aux États-Unis, *au contraire*, l'industrie ne travaille guère que pour la consommation nationale. Les industries agricoles de la meunerie et de la fabrication des conserves exceptées, l'industrie du fer et de l'acier est à peu près la seule qui déborde sur l'Europe; *encore est-ce là un fait tout récent* ».

Une nouvelle période vient de s'ouvrir. L'Amérique continue à nous inonder de grains et de farines, d'animaux vivants, salés ou en boîtes. Ses houilles viennent disputer aux houilles anglaises les marchés de la Méditerranée. Mais ce n'est plus seulement la métallurgie américaine qui inquiète les producteurs européens, c'est la mécanique, c'est la verrerie, ce sont les industries chimiques. Avant d'envahir l'Europe, elles enlèvent à l'Europe ses marchés exotiques. Mais un autre mouvement se produit : l'Amérique cesse, dans une certaine mesure, d'être exportatrice de matières premières. C'est ainsi qu'elle restreint, pour fournir ses fila-

(1) Préface au livre de M. Vigouroux sur *La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, p. XIX.

tures, son exportation de coton, et qu'elle organise la « disette du coton » dans les usines du Lancashire. Il en est de même des cuirs.

Il y a plus : les matières premières recueillies sur l'immensité du sol de l'Union ne suffisent déjà plus à cette activité dévorante. Et les Américains vont rafler ces matières sur les marchés que se réservait l'Europe, raréfiant les quantités disponibles, haussant les prix. L'Angleterre, l'Allemagne, la France ne sont plus seules à acheter les peaux et les laines de la Plata, le caoutchouc du Brésil. 7 millions de kilos de soie brute sont annuellement enlevés au Japon ou à la Chine pour les usines du New-Jersey. D'année en année, dans les statistiques, on voit décroître, à l'importation, les chiffres relatifs aux produits ouvrés, s'enfler ceux des matières premières. A l'exportation, les chiffres des matières premières ont tendance à rester stationnaires, ceux des produits montent à une allure désordonnée.

Depuis dix ans, l'importation européenne en Amérique a baissé de 2.370 millions de francs à 2.195 ; l'exportation américaine en Europe a sauté de 3.410 à 5.555. Depuis 1876, un fait sans précédent dans l'histoire économique du monde se passe aux États-Unis : les importations n'ont que trois fois dépassé les exportations. En 1899-1900, ils ont acheté pour 4 milliards un quart, vendu pour près de 7 milliards.

Si la population croissante trouve encore sur son territoire plus que son nécessaire en denrées

alimentaires essentielles, elle est devenue plus riche, elle a plus de besoins. En 1850, l'Américain ne consommait, par tête et par an, pas 12 kilogrammes de sucre, 2 1/2 de café, un peu plus d'un de thé. En 1903, il lui faut le poids énorme de 35 kg. de sucre, il absorbe presque le double de café et davantage de thé. Il aime les fruits des tropiques, les bananes surtout. — Il existe donc, aux États-Unis, une demande croissante de denrées coloniales, non produites ou insuffisamment produites par le sol lui-même.

La nouvelle Amérique est donc toujours exportatrice de grains, farines et bétail, de pétrole (et même de houille), de fer et de cuivre. Elle importe de moins en moins, elle exporte de plus en plus des produits manufacturés. Elle commence à importer des matières premières, et même certaines denrées alimentaires.

Les conditions de la production

Les conditions de la production — agricole ou industrielle — achèvent d'expliquer l'intense besoin d'exportation qui travaille le peuple yankee.

Les cultures et les industries européennes sont de très vieilles industries et de très vieilles cultures, qui se sont développées lentement, au fur et à mesure que se perfectionnait le machinisme et que s'élargissaient les débouchés. Aux États-Unis, de même que l'âge de la route n'a pas précédé l'âge

du chemin de fer, de même la petite culture paysanne et la petite industrie n'ont, pour ainsi dire, pas eu d'histoire.

La croissance américaine a coïncidé avec le plein épanouissement du machinisme en Europe. L'industrie américaine n'a eu qu'à imiter la nôtre et, comme elle n'était pas encombrée par un vieil outillage, elle n'a pas eu de peine à nous dépasser.

L'esprit américain, qui ne paraît pas propre aux inventions géniales, excelle dans les inventions ingénieuses, les perfectionnements de détail qui permettent d'économiser du temps ou du travail. Ni Chevreul, ni Berthelot, ni Pasteur, ni Ampère, ni Stephenson, ni Davy, ni Helmholtz, ni Virchow, ni Röntgen, ne sont des Américains, mais Edison est Américain. Une législation très libérale sur les brevets, adoptée en 1836, a encore développé ce côté de l'esprit américain. En 1899, un commissaire japonais vient aux États-Unis pour étudier cette législation. On lui demande : « Pourquoi les Japonais désirent-ils une législation sur les brevets ? » Réponse de M. Korekiyo Takahashi : « Je vais vous le dire : c'est seulement depuis 1854, date de l'ouverture des ports japonais au commerce européen, que le Japon a essayé de devenir une grande nation, comme les autres nations de la terre. Et nous avons regardé autour de nous, pour voir quelles étaient les nations les plus grandes, afin de devenir semblables à elles. Et nous nous sommes dit : « Il y a

les États-Unis, qui ne sont pas vieux de beaucoup plus de cent ans, et l'Amérique n'a pas été découverte par Colomb il y a plus de 400 ans ». Et nous nous sommes demandé : « Qu'est-ce qui fait des États-Unis une si grande nation ? » Nous avons cherché et nous avons trouvé que c'était les brevets. Et nous voulons avoir des brevets ».

Épargner du temps, épargner du travail : il le fallait dans un pays où un seul habitant occupe l'espace sur lequel vivent en France sept personnes. La main-d'œuvre est rare et chère : les salaires sont de $\frac{2}{5}$ plus élevés que chez nous. Les heures de travail sont plus courtes, la journée moyenne est de neuf heures. Il faut recourir à la machine, créer un outillage presque automatique.

Dès 1893, nos délégations ouvrières étaient frappées, à l'exposition de Chicago, par ce perfectionnement de l'automatisme. Depuis, les États-Unis nous ont envoyé, en 1900, ces machines-outils qui saisissent un cylindre d'acier cimenté et qui, en quatre tours de roue, vous rendent un moyeu de bicyclette; qui envoient dans une boîte les pièces finies, dans une autre les copeaux, sans que l'ouvrier ait autre chose à faire que surveiller la machine, lui fournir du travail et de l'huile de graissage. Aux machines à coudre ils ont ajouté les machines à écrire, puis la linotype. En 1887, l'Union des typographes américains parlait avec dédain de cette machine «incapable de penser et de raisonner »; en 1896, la même Union consta-

taut que la machine avait dépossédé de leur travail deux hommes sur cinq.

Plus se perfectionne l'organisation des associations ouvrières qui font de l'Amérique un pays de hauts salaires et de travail court, plus les perfectionnements de la technique s'ingénient à développer la production. La loi scolaire rend-elle difficile, dans les verreries, le recrutement des *gamins*? On imagine un « gamin de fer », un four portatif qui travaille plus vite et à moins de frais que les enfants. Le moule à presser, le moule à souffler, le soufflage à l'air comprimé sur une table rotative mue par l'électricité, ces procédés ont réduit les frais de production de plus d'un tiers, le risque de casse au minimum, et donné un plus grand fini aux articles. Sur le total des bocaux à fruits livrés par l'industrie américaine, 90 p. 100 sont fabriqués mécaniquement. Une seule usine de l'Indiana peut en livrer 240.000 par jour : or on n'en faisait pas *un* dans cet État en 1880. — Voilà pourquoi ferment les verreries belges.

Ces perfectionnements s'appliquent à l'agriculture et aux industries agricoles. La vieille charrue, la faux, la faucille, la herse, ne sont plus là-bas que des objets de musée : les machines agricoles les ont remplacées. Tout le monde connaît l'histoire du porc infortuné qui entre un beau matin dans la cour d'un établissement de Chicago ou de Kansas City : une roue et une chaîne le saisissent ; un cro-

chet le jette sous le couteau du boucher ; il tombe dans l'eau bouillante, se retrouve sur une table, où travaille une machine à râcler montée sur une chaîne sans fin. En une minute, vingt de ses congénères ont subi le même traitement. Ils ne sortiront de l'usine qu'en jambons « façon Mayence » si c'est pour l'Allemagne, « façon Bayonne » si c'est pour la France, « York » pour l'Angleterre, etc. Et leur sang ira aux fabriques d'engrais, tandis que de leurs intestins et des débris de leur chair une autre machine préparera, bourrera, ficellera, épicerà automatiquement des saucisses.

La concentration industrielle

Les machines coûtent cher. Avec le goût de la nouveauté qui caractérise ce peuple jeune, dès qu'une machine a fait ses preuves quelque part, elle est nécessairement adoptée partout, et les anciennes machines sont mises au rancart. De là, un rajeunissement incessant de l'outillage. Par suite, il faut amortir cet outillage le plus rapidement possible. Pour y arriver, il faut réduire les frais généraux. Or cette réduction, en présence de l'organisation ouvrière, ne peut s'opérer par un abaissement des salaires. Elle n'est possible que par la concentration croissante des capitaux industriels.

De cette nécessité naît le *trust*. — Le *trust* proprement dit est condamné par la loi. Mais combien

de « combinaisons » industrielles arrivent à tourner la loi !

En 1870, il existait aux États-Unis 808 établissements de fer et d'acier, produisant 207 millions de dollars ; en 1900, il n'y en a plus que 700. La sidérurgie américaine est-elle en décadence ? Bien au contraire, puisque la production annuelle est de 804 millions. Elle a presque quadruplé pendant que le nombre des établissements diminuait de plus d'un huitième.

Que s'est-il passé ? — Protégés contre la concurrence étrangère par de hauts tarifs douaniers, les 808 établissements se sont livrés entre eux à une concurrence acharnée. Les plus gros, en baissant leurs prix, ont acculé les plus petits à ce dilemme : mourir, ou se fondre avec les gros. Alors, maîtres de plusieurs usines, ces établissements monstres purent appliquer le principe de la localisation géographique du travail : telle usine, placée près de la houille et du minerai, se spécialise dans la production de la fonte brute ; telle autre, voisine des lieux de consommation, dans la fabrication des poutrelles ou des rails. On n'a plus, dans chaque usine, qu'un seul genre d'outillage et l'on n'y fait plus qu'une seule espèce de produits. De là une économie considérable. C'est ainsi que la Compagnie fédérale de l'acier possédait à elle seule 17 usines spécialisées.

D'autre part, certaines grandes entreprises avaient créé, pour mieux assurer cette spécialisation,

des sociétés-filles. Pour ses chemins de fer, pour sa navigation à vapeur sur les lacs, pour son coke, sa chaux, la société Carnegie de l'acier avait créé vingt-six ou vingt-sept sociétés distinctes; mais ces sociétés n'étaient pas indépendantes, car la compagnie Carnegie possédait 50 0/0 des actions de chacune d'elles.

En 1901, Carnegie faisait à lui seul 30 p. 100 des rails, 50 p. 100 des poutrelles, 50 p. 100 des plaques de blindage fabriqués aux États-Unis. Il avait cependant en face de lui sept grandes rivales, dont la plupart étaient spécialisées dans un seul genre de production: fils de fer, tubes, fer blanc, acier en feuilles, etc. Pour ne pas dépendre les unes des autres, il leur aurait fallu essayer, chacune chez soi, la production intégrale, et se livrer à une lutte à mort. Elles préférèrent s'entendre entre elles et avec Carnegie pour former la « Corporation du fer et de l'acier », au capital de 7 milliards de francs. Chaque compagnie conserve son indépendance légale, mais la corporation, qui possède la moitié du capital de chacune, nomme leurs administrateurs et répartit entre elles le travail.

Il y a de la fantasmagorie sous ces chiffres. Les milliards des *trusts* n'existent en partie que sur le papier et les banqueroutes sont fréquentes (1). Il reste que ces organisations très puissantes possèdent,

(1) On sait en particulier que la corporation du fer et de l'acier n'a pas eu l'histoire la plus brillante.

dans une certaine mesure, le monopole du pétrole, du fer et de l'acier, du tabac, etc. Pour rémunérer leurs immenses capitaux, elles poussent, de concert avec le perfectionnement du machinisme, à l'accroissement de la production. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, elles réalisent plutôt la baisse que la hausse des produits, car la baisse du prix de revient leur permet de baisser les prix et, si un *trust* voulait les relever, il se formerait contre lui un *antitrust*. — C'est une nouvelle étape dans la voie de la concentration capitaliste.

Caractère spasmodique de l'industrie américaine

Toutes ces raisons : modification incessante de l'outillage, fabrication automatique, concentration des capitaux, baisse des prix de vente, donnent à la production américaine un caractère désordonné. Ce n'est pas par une croissance régulière, c'est par soubresauts qu'elle se développe. En dix ans par exemple, la production du coton manufacturé a triplé dans les États du Sud. Toute nouvelle industrie s'étend du jour au lendemain sur des espaces immenses, et fabrique des myriades de produits en séries, c'est-à-dire strictement semblables, conformes à un très petit nombre de types (1).

(1) Cette fabrication en séries, très économique et très appréciée du consommateur, est un des secrets de la supériorité américaine.

Il faut vendre, vendre à tout prix. Pour absorber cette surproduction incessante, le marché intérieur ne suffit plus. Le 1^{er} mai 1901, Mac-Kinley disait : « Nous sommes maintenant en état d'approvisionner nos propres marchés. Nous avons atteint ce degré de développement industriel où, pour assurer la vente de notre excédent de produits, il nous faut ouvrir à cet excédent de nouvelles voies. »

Au protectionnisme va succéder l'impérialisme ; à l'isolement, l'expansion.

La marine marchande et le trust de l'Océan

L'une des causes qui retardaient cette expansion, c'était l'absence d'une marine marchande battant pavillon américain. Au temps ancien du navire en bois, l'Amérique, riche en forêts, avait eu un outillage naval de premier ordre. C'était sur leurs propres vaisseaux qu'ils envoyaient du blé en France pendant les guerres révolutionnaires et impériales. Mais leurs chantiers de construction n'avaient pas su s'adapter aux nouvelles conditions du génie maritime. Tout entière absorbée par la conquête du marché intérieur, pratiquant, à l'abri de sa barrière de douanes, le système de l'isolement économique, l'Union n'avait pas éprouvé le besoin de posséder une marine autonome. L'Europe était trop heureuse de mettre ses flottes à sa disposition, de venir chercher à Baltimore ou à New-York les denrées agricoles dont elle avait un pressant besoin,

d'y porter les produits manufacturés qui réussissaient, malgré des droits de 60, de 115, de 123 p. 100 à pénétrer sur le territoire américain. En 1826, les vaisseaux américains transportaient les 92,5 p. 100 du tonnage du commerce extérieur ; en 1900, les 9,3 p. 100 seulement.

Mais les États-Unis acquéraient les Hawaï, les Philippines, Porto-Rico et (à peu près) Cuba. Le commerce entre ces dépendances extérieures de l'Union et l'Union elle-même pouvait-il être confié à des marines étrangères, à l'anglaise ou à l'allemande ? Ce ne sont plus seulement des matières premières ou des denrées, défiant par leur bon marché toute concurrence, ce sont des machines, du verre, du papier, que l'on veut importer en Europe ou sur les marchés extra-européens. Il faut donc pouvoir, pour lutter contre l'industrie européenne, réduire au minimum les frais de transport ; il faut ne pas être obligé de passer sous les fourches des armateurs de Brême, de Hambourg, de Liverpool. Alors, en décembre 1900, dans les documents officiels du ministère du Trésor éclate ce cri : « Des navires américains doivent transporter la marchandise américaine », expression de la relation étroite qui existe entre l'industrie des constructions navales et le commerce extérieur.

Soudainement, avec cette rapidité d'exécution qui caractérise les industries américaines, des chantiers s'ouvrirent, pourvus d'un outillage ultra-mo-

derne, capables « de construire — c'est le document officiel qui parle — des vaisseaux de toute taille et de tout type pour tous les commerces. » Déjà pendant cette année 1900, le tonnage des vaisseaux marchands américains avait monté de 300.000 tonnes, et 278.000 navires en acier avaient été mis en chantier.

Aujourd'hui, des lignes purement américaines vont, parallèlement aux lignes anglaises, de Puget-Sound (au Sud de Vancouver) au Japon, de San-Francisco au Japon, à Hong-Kong, à Sydney. Manchester ne peut déjà plus, en Chine, faire concurrence aux États-Unis pour les cotonnades grossières, car les frets américains sont plus bas. Des vapeurs américains « cabotent » le long de la côte américaine de Puget-Sound au Klondike vers le Nord, de Puget-Sound à Panama vers le Sud. D'autres lignes établissent la liaison entre New-York, les Antilles, Caracas et Rio-de-Janeiro. Une grande ligne de voiliers mène de New-York en Australie par le Cap.

Les États-Unis enlèvent même à l'Europe le monopole des transports à vapeur entre leurs ports et les nôtres, et des lignes américaines traversent aujourd'hui l'Atlantique Nord. Pour faire vite, les hommes d'affaires américains, habitués à tout évaluer en dollars, ont parfois pris le parti d'acheter en bloc toute la flotte d'une compagnie européenne et de la dénationaliser.

Ils ont voulu aller plus loin encore. Grisés par le succès des trusts, ils ont voulu transporter sur le

terrain international le principe de la « combinaison industrielle ». Par une entente entre les diverses compagnies allemandes, anglaises, belges et américaines, ils auraient restreint et régularisé le nombre des départs, relevé les prix de passage, supprimé les frais d'une concurrence acharnée — le tout sous un contrôle américain. Morgan aurait joué, dans ce consortium maritime, un rôle analogue à celui de Carnegie dans la Corporation de l'acier.

Ce n'était pas encore cette monopolisation de tous les transports par mer, ce « trust de l'Océan » que dénonçaient, avec des cris d'orfraie, nos inventeurs de « périls américains ». C'était déjà une opération de gigantesque envergure. Elle échoua devant des résistances anglaises : l'Angleterre qui a besoin de ses paquebots de commerce pour les transformer, une guerre survenant, en croiseurs auxiliaires, ne pouvait en remettre le contrôle à un syndicat international.

~ Ce qui reste, c'est qu'une marine marchande américaine existe, assez puissante déjà pour ouvrir une ligne directe entre New-York et Constantinople — une marine qui dépasse, comme nombre de vaisseaux et comme tonnage, la marine allemande, jusqu'à présent la deuxième du monde.

Comme le théorème engendre le corollaire, une marine marchande engendre une marine de guerre. Lorsqu'une nation expédie sur les mers sept à huit

mille navires jaugeant plus de trois millions de tonneaux, elle ne peut les laisser exposés à subir les attaques du premier corsaire venu. Des chantiers qui ont construit les paquebots vont sortir, en vertu d'une nécessité quasi-géométrique, les cuirassés, les croiseurs, les avisos et les torpilleurs.

Nécessité de l'impérialisme américain

Une nation de 80 millions d'hommes, c'est déjà le vingtième de la race humaine. Cela pèse dans la balance internationale. Comme celle d'un liquide sur les parois d'un vase, la pression de cette masse s'exerce sur les frontières qui l'enveloppent, et si ces parois présentent quelque part une surface de moindre résistance, elles cèdent sous la pression de la masse. 80 millions d'hommes groupés au delà de l'Atlantique, il n'en faut pas davantage pour déplacer vers l'Ouest l'axe de la politique dite « européenne ». C'est à peu près comme si une nouvelle planète, plus pesante que Mars ou que la Terre, venait à faire son apparition dans notre univers solaire : par sa seule force d'attraction, elle y troublerait la paix des mondes.

Ces 80 millions d'hommes produisent 20 p. 100 du blé, 75 p. 100 du maïs, 85 p. 100 du coton, 30 p. 100 de la houille consommés sur la terre ; ils fabriquent 34 p. 100 de la fonte, 37 p. 100 de l'acier. « Une nation... qui est à la fois le grenier à blé, le chantier de charbon et de fer, le dépôt de coton où

vont puiser tous les peuples, ne peut plus comme autrefois s'enfermer dans son continent et rester indifférente à tout ce qui se passe dans les quatre autres parties du monde. Elle est une trop importante section de l'humanité pour avoir le droit de s'isoler. Elle sent que puissance oblige. Sa force lui crée un droit, le droit se tourne en prétention, et la prétention se résout en un devoir de se prononcer dans toutes les questions que dénouait l'accord des seules puissances européennes » (1).

L'impérialisme américain n'est pas une invention de politiciens : il est la résultante de la croissance américaine.

(1) Boutmy, *Psychologie du peuple américain*, page 337.

DEUXIÈME PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Formation historique de l'impérialisme

L'événement qui a le plus surpris l'Europe dans les dernières années du dix-neuvième siècle, c'est assurément l'entrée des États-Unis dans la politique universelle. On s'était habitué, en effet, à les considérer comme une démocratie essentiellement pacifique, foncièrement hostile à toute aventure extérieure, et à qui sa constitution même interdisait toute action militaire, navale, coloniale. On savait bien cependant que les États-Unis avaient déjà tiré quelques coups de feu, mais dans leur hémisphère ; et on les croyait confinés à jamais en Amérique.

La doctrine de Washington.

Lorsque George Washington quitta le pouvoir en 1797, il proclama, dans une « Adresse d'adieux » à ses concitoyens, les idées directrices de la politique américaine : « Le grand principe de notre conduite vis-à-vis des nations étrangères est, tout en étendant nos relations commerciales, d'avoir avec ces nations aussi peu de liens politiques que possible...

L'Europe a une quantité d'intérêts primordiaux que nous n'avons pas... »

Ces maximes d'isolement strictement pacifique, les États-Unis y restèrent presque fidèles pendant cent ans. Elles s'accordaient à merveille avec la Constitution américaine. L'action militaire suppose et exige l'unité de commandement : c'est pour résister à l'Europe que nos pères de 93 ont fait la République « une et indivisible ». L'autonomie des États semblait rendre impossible la concentration des forces américaines en une seule main. Il n'y avait pas, pour ainsi dire, d'armée permanente : jusqu'en 1898, l'armée fédérale ne comprenait pas plus de 30.000 hommes ; le budget de la guerre ne dépassait pas 100 millions de francs. Les milices étaient des corps levés par les États, pour leurs propres besoins, agissant dans les limites de l'État, gendarmerie plutôt qu'armée. La marine n'avait d'autre objet que de repousser une agression possible. Si la guerre, au moins la guerre offensive, semblait une opération inexécutable pour les États-Unis, l'action coloniale ne leur paraissait pas moins interdite : la Constitution n'avait pas prévu l'annexion de colonies ; tout territoire annexé à l'Union devait jouir immédiatement des libertés locales et des principes démocratiques.

En 1893, le plus célèbre observateur des choses américaines, l'anglais Bryce, écrivait tranquillement, avec l'assurance qui sied aux prophètes, ceci : « Les habitants des États-Unis n'ont aucune soif de con-

quête... Ils se sont toujours excessivement défiés d'une armée permanente, ce soutien nécessaire de l'ambition des politiques extérieures... Dans l'esprit du peuple se trouve profondément enracinée cette idée que de telles affaires ne sont faites que pour le triste ordre de choses de l'Ancien Monde ; et que le véritable moyen pour la République modèle d'exercer une influence sur le monde, c'est d'éviter ces errements et de lui donner l'exemple d'un industrialisme pacifique ».

L'ironie des choses a voulu que la traduction française du livre de Bryce sur *la République américaine* parût en 1900-1901, après les batailles navales de Santiago et de Cavite, après le traité de Paris, l'annexion de Porto-Rico et des Philippines, lorsque l'armée venait d'être portée de 30 à 80.000 hommes, le budget de la guerre de 120 à 400, bientôt même à 575 millions de francs. Et, dans son Message du 2 décembre 1902, Roosevelt donnait aux prophéties de Bryce ce piquant commentaire : « La marine ne doit pas rester stationnaire, mais s'accroître tous les ans de nouvelles unités de combat. Nous avons absolument adopté une politique étrangère qui exige pour le pays la possession d'une force navale de premier ordre. »

Le budget de la guerre pour l'an qui vient est de 415 millions, celui de la marine de 485.

Voilà ce qu'est devenue la doctrine de Washington.

La doctrine de Monroe

Lorsqu'on veut expliquer cette évolution de la politique des États-Unis, on se tire souvent d'affaire en disant que leur politique actuelle est une application de la « doctrine de Monroe ». Qu'est-ce que cette doctrine ? Avait-elle, lorsqu'elle fut formulée il y a 80 ans, la portée qu'on essaye de lui donner aujourd'hui ?

Vers 1820, la réaction triomphait dans l'Europe entière. C'était le temps de la « Sainte Alliance ». Lorsqu'un peuple tentait de reconquérir sa liberté, en Italie, en Espagne, en Pologne, les gouvernements se réunissaient en congrès et imposaient par la force aux populations révoltées le rétablissement de l'absolutisme.

Or les insurrections n'étaient pas limitées à l'Europe. Les colonies espagnoles d'Amérique se séparaient de leur métropole. Le Congrès de Vérone voulut traiter les Mexicains et les Péruviens comme il faisait les libéraux espagnols ou italiens.

Heureusement l'Angleterre, grâce à ses institutions libérales, était hostile au principe d'intervention proclamé par la Sainte Alliance. Elle s'entendit avec les États-Unis, qui avaient déjà reconnu les nouvelles républiques, pour empêcher toute intervention réactionnaire en Amérique.

Le rétablissement de la domination espagnole en Amérique, la reconstitution d'une grande puissance

militaire et navale aurait été gros de dangers pour les États-Unis. D'un autre côté, ils s'inquiétaient de voir la Russie, alors maîtresse de l'Alaska, s'étendre sur la côte du Pacifique.

Aussi, en 1823, le président Monroë, dans son Message au Congrès, posa les deux principes suivants :

1° Pour répondre aux Russes : « Les continents américains, par la libre et indépendante constitution qu'ils ont acquise et qu'ils maintiennent, ne doivent plus être considérés désormais comme susceptibles de future colonisation par aucune puissance européenne ».

2° Pour répondre à la Sainte Alliance, il établissait un contraste absolu entre le système républicain démocratique des États-Unis et de leurs jeunes sœurs, et le système réactionnaire qui triomphait dans les monarchies européennes : « Nous devons donc à la franchise et aux amicales relations qui existent entre les États-Unis et ces puissances, de déclarer que nous considérerions toute tentative de leur part pour étendre leur système politique à une partie quelconque de cet hémisphère comme dangereuse pour notre paix et notre sécurité. »

D'une part : « l'Amérique aux Américains », — d'autre part : « l'Amérique aux républiques américaines ». Dans tous les ports américains c'est comme si l'on avait affiché cet écriteau : « Défense aux rois d'entrer ». On veut bien tolérer le maintien des établissements coloniaux existants, mais

pas de colonies nouvelles. Et lorsqu'une ancienne colonie aura jugé bon de se proclamer indépendante, lorsque son indépendance aura été reconnue par les États-Unis, que l'ancienne métropole ne s'avise pas de vouloir l'opprimer, sinon, elle trouverait à qui parler. Les États-Unis, en raison de leur puissance même, se considèrent comme investis d'un devoir de tutelle vis-à-vis des nations américaines qui suivent leur exemple.

Cette interdiction, signifiée aux puissances européennes, « d'étendre leur système politique à une partie quelconque de ce continent », n'est pas contradictoire avec la doctrine de Washington. L'Amérique aux Américains, mais l'Europe aux Européens. Que les rois s'accordent ou se gourment entre eux, peu importe aux citoyens du libre hémisphère. « Dans les guerres des puissances européennes, dit Monroe, ou tout au moins dans les matières qui les concernent seules, nous n'avons jamais pris aucune part, et notre politique ne comporte pas que nous en prenions. C'est seulement lorsque nos droits sont lésés, ou sérieusement menacés, que nous nous sentons atteints et que nous faisons des préparatifs de défense... »

Chacun chez soi. Pas d'intervention européenne en Amérique, pas d'intervention américaine en Europe. Sous sa forme originale, la doctrine de Monroe est une doctrine d'indépendance, mais une doctrine d'isolement et de paix.

Les développements de la doctrine

Les faits se sont chargés de faire sortir de la doctrine de Monroe tout autre chose que ce que Monroe avait cru y mettre. Tel un œuf d'aigle qu'une poule aurait couvé.

En 1861, des troupes européennes débarquaient au Mexique. Elles y venaient protéger des intérêts européens. Mais, en 1862, les Français refusèrent de signer la convention proposée par le gouvernement mexicain, et Napoléon III voulut constituer au Mexique un empire en faveur d'un archiduc autrichien. Cas prévu par le message de Monroe. « Il n'est pas conforme à la politique des États-Unis, déclara le Congrès en 1864, de reconnaître un gouvernement monarchique érigé sur les ruines d'un gouvernement républicain d'Amérique sous les auspices d'une puissance européenne ». Et, devant le geste menaçant des États-Unis, Napoléon III dut rembarquer ses troupes et abandonner l'infortuné Maximilien.

Mais si les États-Unis interdisaient à l'Europe tout empiètement dans leur hémisphère, ils ne s'interdisaient pas à eux-mêmes les accroissements de territoire. Le développement de leur population, le déplacement de cette population vers l'Ouest, les poussaient à déborder leurs frontières primitives. Dès 1845, ils avaient pris le Texas, parce que le Texas leur plaisait. La doctrine de Monroe les

garantissait de toute intervention de l'Europe : ils en profitaient pour s'arrondir à leur gré, au besoin aux dépens des puissances européennes. C'est ainsi qu'ils refusèrent de discuter les prétentions de l'Angleterre sur les territoires de l'Orégon.

L'appétit vient en mangeant. La guerre de Sécession, nous l'avons vu, détermine un progrès subit de la richesse et de la puissance américaine. De par la victoire du Nord sur le Sud, le pouvoir passe au parti *républicain*, c'est-à-dire à un parti qui, sans être ce que nous appellerions unitaire, cherche à renforcer le pouvoir fédéral au détriment de l'autonomie des États. Protectionniste en matière économique, ce parti composé d'industriels cherche des débouchés où, à l'abri du pavillon étoilé, il n'ait pas à craindre de représailles européennes. Ses principaux membres ont été les soldats de la guerre de Sécession ; colonels ou généraux, ils sont quelque peu grisés par leur gloire militaire, et prennent volontiers le ton agressif et fendant qui convient à des traîneurs de sabre. S'ils ont vaincu des citoyens américains, ils ne feront qu'une bouchée d'ennemis de qualité inférieure. Leur chef, le général Grant, est le vainqueur du Sud, une sorte de héros national : il exerce deux fois la présidence. Contrairement à tous les usages constitutionnels, il est sur le point de l'obtenir une troisième fois, ce qui aurait ressemblé de bien près à une dictature. Les États-Unis paraissent mûrs pour le militarisme.

Craint-on que Saint-Domingue ne se vende à l'Espagne? La doctrine de Monroe « nouveau modèle » exige que les États-Unis prennent les devants, annexent Saint-Domingue pour l'empêcher de tomber aux mains de l'Espagne. « L'acquisition de Saint-Domingue, déclare Grant en 1870, est une application de la doctrine de Monroe; c'est une mesure de protection nationale.. » Et peu s'en fallut que cette mesure ne fût votée.

Déjà les États-Unis préparaient l'annexion de Cuba. Déjà ils proclamaient ce principe que toute mainmise de l'Europe sur le trafic des isthmes de l'Amérique est une atteinte aux États-Unis — lesquels sont séparés de ces isthmes par toute l'épaisseur du Mexique, près de 1500 kilomètres. C'est comme si l'Italie prétendait exercer un droit de contrôle sur le chemin de fer que les Norvégiens viennent d'ouvrir à travers la Laponie.

La doctrine de Monroe a donc cessé d'être une doctrine d'isolement pour devenir une doctrine d'expansion. Ce nouveau caractère apparut à l'Europe stupéfaite dans le conflit anglo-vénézuélien de 1895.

Quelques territoires aurifères étaient contestés entre la Guyane britannique et le Vénézuéla. Le secrétaire d'État de Washington prétendit que les États-Unis avaient le droit d'intervenir dans ce conflit, parce que « les États américains, ceux du Sud aussi bien que ceux du Nord, en raison de leur

proximité géographique, de leur sympathie naturelle, de la similitude de leurs régimes politiques, sont commercialement et politiquement les amis et les alliés des États-Unis ». Les États-Unis deviennent, en fait, les protecteurs, les suzerains du continent américain.

L'Angleterre répondait avec beaucoup de sens que si les États-Unis « protègent » tous les États américains, ils doivent assumer les obligations du protectorat, et notamment contraindre leurs protégés à tenir leurs engagements. Les États-Unis n'entendaient pas encore aller jusque-là ; ils se contentaient d'affirmer la doctrine de Monroë. Ils le firent sur un ton tellement menaçant que l'Angleterre céda. Même après le précédent du Mexique, c'était quelque chose, d'assez nouveau dans le monde qu'une grande puissance européenne reculant devant un geste du secrétaire d'État de Washington.

Les États-Unis étaient alors sous une administration *démocrate*, celle de Cleveland. Or, les démocrates passaient pour moins amoureux que les républicains de la politique d'expansion. Cependant on voit qu'ils entendaient de la même façon la doctrine de Monroë. « L'Amérique aux Américains », cela veut dire, depuis 1895, « l'Amérique, c'est-à-dire le continent américain, aux Américains... du Nord, l'Amérique aux Yankees ».

Il semble que les « Américains » aient voulu tirer parti de cette confusion du langage en vertu de

laquelle nous appelons indifféremment « Américains », tantôt les hommes et les choses des trois Amériques, tantôt les hommes et les choses des seuls États-Unis. En parlant d'Amérique, nous prenons la partie pour le tout ; ils prennent, eux, le tout pour la partie. Ou plutôt, c'est la partie qui veut prendre le tout.

Le panaméricanisme

La forme dernière du « monroïsme », c'est le panaméricanisme.

145 millions d'hommes peuplent le Nouveau Monde : beaucoup plus de la moitié sont citoyens des États-Unis. Tandis qu'aux États-Unis, « l'homme blanc », le roi-né de la planète, est en grande majorité, les autres États américains (exception faite du Canada) ont de gros contingents de noirs ou de rouges, c'est-à-dire d'hommes de seconde catégorie. Sur un commerce total, que l'on évalue, pour l'ensemble des continents américains, à moins de 20 milliards, les États-Unis en prélèvent, à eux seuls, près de 11.

Ils sont, c'est entendu, la nation « la plus grande du monde, la plus riche du monde » : Ils sont aussi la nation la mieux gouvernée, tandis que les autres républiques américaines se traînent misérablement dans l'ornière des révolutions. Ils sont tout puissants, ils intimident la vieille Europe. Si un journal annonçait que tel port anglais ou français ou

allemand va être bloqué par la flotte dominicaine ou vénézuélienne, un pareil « canard » provoquerait un rire inextinguible. Mais que la flotte des États-Unis visite le port de Lisbonne ou ne visite pas le port de Kiel, et les chancelleries européennes deviennent songeuses.

Donc les États américains doivent accepter le protectorat, la tutelle, le contrôle des États-Unis. C'est leur intérêt évident ! Les voisins immédiats, comme les provinces canadiennes ou Terre-Neuve, n'ont rien de mieux à faire que de s'annexer à l'Union : une demi-douzaine d'étoiles neuves à coudre sur le bleu du pavillon, et l'affaire sera faite. Pourquoi le Mexique ne suivrait-il pas cet exemple ? Et l'Amérique centrale ? Et le nouvel État de Panama ? Le canal deviendrait ainsi « une partie de la côte des États-Unis ».

Quant aux pays de l'Amérique du Sud, un grand chemin de fer, parallèle à la Cordillère des Andes, les rattacherait à la nation protectrice. Des conventions maritimes et douanières étendraient à toutes les Amériques les bienfaits des tarifs Mac-Kinley et Dingley, et, derrière la palissade du nouveau *Zollverein*, les marchés américains se fermeraient complètement à l'Europe. Brésiliens et Argentins, au lieu de chercher des capitaux à Londres ou à Paris, les trouveraient à New-York. Ils y enverraient leur laine et leur caoutchouc. Ils recevraient de Pittsburg ou de Chicago leurs machines agricoles et leurs locomotives, leurs ingénieurs et leurs

financiers, leurs manuels d'agriculture et leurs systèmes d'éducation. Les syndicats ouvriers des États-Unis dirigeraient sur Bogota ou sur Valparaiso leurs chômeurs, qui apprendraient aux naturels leurs bonnes méthodes de travail. Au besoin, « l'Oncle Sam » pousserait la générosité jusqu'à expédier chez ses neveux quelques politiciens en disponibilité, chargés d'enseigner aux Chambres de La Plata ou de Petropolis comment on fait de bonne politique américaine. Washington deviendrait la capitale d'un continent ; des congrès périodiques y resserreraient le lien entre tous les Américains. Et alors, gare à l'Europe !

C'est ce que l'on démontra, en 1889, aux délégués du premier congrès panaméricain. Mais les délégués s'aperçurent qu'on leur demandait, en somme, s'ils voulaient être mangés à la sauce yankee. Ils la trouvèrent un peu piquante. L'exposition panaméricaine de Buffalo ne réussit pas davantage à les convaincre.

Ils ont même essayé de se défendre contre le panaméricanisme entendu à la mode yankee. En 1901, ce furent les seuls États de l'Amérique latine qui se réunirent à Mexico. Ils entendent invoquer la primitive doctrine de Monroe — en somme le principe de non-intervention — contre leurs trop puissants protecteurs. Ils se sont même rapprochés de leur ancienne métropole, l'Espagne, afin d'opposer le sentiment de leur communauté de race à l'anglo-

saxonnisme envahissant. Le « panibérisme » combat le panaméricanisme.

L'an dernier, le haut territoire de l'Acre, situé sur les confins de la Bolivie, du Brésil et du Pérou était disputé entre les trois nations. Les Américains résolurent de mettre les trois plaideurs d'accord. Un syndicat américain voulut acheter de la Bolivie le droit exclusif d'exploiter l'Acre, qui est riche en caoutchouc. Cette entreprise mi-financière mi-commerciale était la première tentative faite ouvertement pour s'implanter dans le continent du Sud. Heureusement, parmi les disputants, se trouvait au moins une puissance avec laquelle les États-Unis sont bien obligés de compter : le Brésil. L'affaire échoua.

Cet exemple le montre : ce n'est pas seulement au point de vue politique, c'est encore au point de vue économique que la mainmise des États-Unis sur l'Amérique latine a échoué. Malgré l'installation à Washington d'un « bureau des républiques américaines », la publication d'excellentes brochures, l'envoi de missions commerciales, l'Amérique du Sud reste surtout une cliente de l'Europe et des capitaux européens.

Il ne faut pas oublier que, dans l'état actuel des lignes de navigation, la route la plus rapide de New-York à Buenos-Ayres passe par Bordeaux, Lisbonne ou Dakar. Aussi l'Amérique du Sud ne représente-t-elle que 11,02 p. 100 du commerce des États-Unis à l'importation, et seulement 2,79 à l'ex-

portation. Ils sont donc loin de trouver de ce côté un débouché important.

La « yankisation » des Amériques n'est pas faite. Sur certains points cependant, il semble qu'elle se fera.

La fiction qui fait de la République canadienne une colonie britannique ne durera pas éternellement. C'est déjà aux États-Unis que le Canada trouve son marché le plus important pour ses bois et ses pulpes de bois. Ses usines, ses chemins de fer, ses banques marchent en très grande partie avec des capitaux américains. Il y a plus : les régions nouvellement ouvertes à la colonisation dans l'Ouest canadien sont le théâtre d'une véritable invasion yankee, se chiffrant par 80.000 individus en un an. Fermiers de la Nouvelle-Angleterre qui ont été chassés de chez eux par l'expansion des Canadiens-français, colons de l'Ouest américain qui n'ont pas réussi au gré de leurs désirs, immigrants qui n'ont pu trouver place dans les États surpeuplés de la côte atlantique, c'est toute une armée qui se précipite pacifiquement sur le Manitoba et le Saskatchewan, attirée par le bas prix du sol et les hauts rendements de la terre. Or ces nouveaux arrivants deviennent rapidement électeurs canadiens; imbus d'idées américaines, journellement gênés par l'existence d'une ligne de douanes entre leur ancienne et leur nouvelle patrie, ils forment au Canada un parti annexionniste. A ces tendances yankees résiste le « loya-

lisme » des Franco-Canadiens, qui craignent de perdre leur nationalité le jour où la province de Québec ne serait plus qu'un « État » comme les autres, perdu dans la Fédération américaine. Mais la métropole ne fait que peu de chose pour entretenir ce loyalisme.

Jadis, elle a sacrifié les intérêts canadiens lorsqu'il a fallu débattre avec les États-Unis la frontière entre Québec et le Maine. Elle a cédé aussi dans la question de l'Orégon. Quand les territoires américano-canadiens de l'Alaska et du Klondike ont cessé d'être des « arpents de neige » pour devenir des champs d'or, un nouveau conflit a surgi entre le Canada et les États-Unis : il s'agissait de savoir lequel des deux posséderait les meilleures voies d'accès vers ce nouvel Eldorado. Dans la commission arbitrale, le commissaire impérial britannique a fait pencher la balance du côté des États-Unis. L'Angleterre savait que ceux-ci, grisés par le succès, étaient parfaitement capables de faire la guerre si l'arbitrage tournait contre eux; le Canada ne pouvait que se plaindre. Entre les menaces de « frère Jonathan » (1) et les criaileries de « Jean-Baptiste » (2), la métropole n'hésita pas. Mais les Canadiens finiront peut-être par trouver un peu stérile l'honneur d'appartenir au plus grand empire du globe. Une fusion, plus ou moins complète,

(1) Sobriquet de l'Américain.

(2) Sobriquet du Canadien-français.

avec leurs voisins leur serait facilitée par la communauté des institutions.

Comme le Canada au Nord, le Mexique au Sud est fortement menacé par l'expansion américaine. Les lignes qui traversent les États-Unis du Nord au Sud se prolongent jusqu'à Mexico. L'an dernier, une sorte de grand complot financier avait été tenté par les banques de New-York pour faire passer tous les chemins de fer mexicains sous le contrôle américain : ces banques, suivant la formule des trusts, auraient acheté 50 p. 100 du capital des diverses compagnies. Le complot fut éventé et il échoua : l'État, ayant acheté les actions disponibles, conserve la liberté de ses transports. Si les New-Yorkais avaient réussi, c'en était fait de l'indépendance du Mexique.

Cette indépendance est défendue par les capitaux européens, les entreprises européennes, les colonies européennes. Et les Français jouent, à ce point de vue, un rôle de premier ordre. Mais déjà, sur une importation totale de 75 millions de dollars, le Mexique achète pour 42 millions de produits américains, et vers les États-Unis s'écoulent plus des 6/8 de son exportation. Il est d'ores et déjà sous la dépendance économique de ses voisins : il en reçoit des directeurs d'usines électriques, des tapissiers, des quincailliers, des épiciers, etc., qui font reculer devant eux la concurrence européenne. Que sera-ce le jour prochain où le Mexique se trouvera enserré entre la frontière américaine au Nord, le canal amé-

ricain et les États plus ou moins « américanisés » de l'Amérique centrale au Sud?

Les colonies et Cuba

L'échec partiel du « panaméricanisme » a conduit les États-Unis à se créer des colonies : débouchés privilégiés pour leurs produits manufacturés ; marchés privilégiés pour les produits tropicaux et les denrées coloniales dont ils ont besoin. Leurs usines, comme les nôtres, réclament des quantités croissantes de caoutchouc. Le Yankee est, encore plus que l'Anglais, grand mangeur de sucre et de sucreries. La question du sucre a joué un rôle de premier ordre dans l'expansion coloniale des Américains.

Ils ont d'abord cherché leur usine à sucre aux îles Hawaï. Puis lorsque les grandes sociétés sucrières eurent multiplié leurs établissements dans l'archipel, on déposa les souverains indigènes et l'on éleva, le 14 juin 1900, les Hawaï au rang de « territoire », afin de pouvoir les faire rentrer dans le système douanier américain.

Cuba, entre autres mérites, avait pour les Américains celui d'être un des principaux producteurs de sucre de canne du monde. — Sur un total de 8 millions de tonnes, production sucrière du globe, la canne figure pour moins de 3 millions, dont 670.000 fournis par Java, 500 par Cuba, 340 par la

côte Sud des États-Unis, 340 par les Hawaï. Si à la Louisiane et aux Hawaï on réussit à joindre Cuba, cela fait plus d'un million de tonnes américaines. Ajoutez-y Porto-Rico, les Philippines, le sucre de betteraves des États du Nord, et les États-Unis sont maîtres d'une partie importante du marché des sucres, en état d'influer sur les prix, de jouer à la hausse ou à la baisse. Et voilà pourquoi le trust des sucres fut l'un des principaux auteurs de la guerre hispano-américaine. Voilà pourquoi Porto-Rico, sans l'ombre d'un prétexte, a été annexé à l'Union. Voilà pourquoi Cuba est devenue « libre ».

Pendant quelque temps, les protectionnistes américains émirent la singulière prétention de considérer ces dépendances comme de simples déversoirs de l'industrie américaine, sans concéder réciproquement à leurs produits la libre entrée aux États-Unis. La Cour suprême fabriqua même à cette occasion une théorie en vertu de laquelle Porto-Rico était un territoire américain sans l'être, soumis aux États-Unis sans jouir des garanties constitutionnelles des territoires des États-Unis. Cela ne pouvait durer : l'union douanière est aujourd'hui un fait accompli, et un traité de réciprocité a été conclu avec la République de Cuba. Les Yankees n'ont pas à le regretter. De 1902 à 1903, leur importation à Cuba vient de doubler. A Porto-Rico le chiffre des échanges avec les États-Unis a passé de 20 à 110 millions de francs.

Comment les Américains colonisent

Il faut rendre aux Américains cette justice : lorsqu'ils prennent une colonie, c'est avec une brutalité, un mépris des formes qui dépasse les flibusteries européennes les plus éhontées. L'explosion, peut-être accidentelle, d'un de leurs navires leur a suffi pour expulser l'Espagne du Nouveau-Monde, et l'histoire de la répression des révoltes philippines est un tissu d'horreurs. Mais une fois installés, ils se hâtent de mettre en valeur le pays conquis, pour le plus grand bien de la population indigène.

Dans ces pays, que les gouverneurs et les moines espagnols avaient soigneusement tenus à l'écart de la civilisation, les capitaux américains ouvrent des routes, des chemins de fer, construisent des ports, améliorent des procédés de culture vieux de quatre siècles, introduisent de nouvelles méthodes industrielles. En un an, la production porto-ricaine de sucre passe de 60 millions de kilogrammes à 100, et l'on espère que ce chiffre va monter à 200 ou 250 au fur et à mesure que la charrue d'acier remplace le couteau monté sur un manche de bois, que les usines à vapeur remplacent les usines actionnées par des bœufs. Il en est de même du café et du tabac.

Aux Philippines, le problème était particulièrement délicat. Il y avait là 7 à 8 millions d'indigènes appartenant aux races les plus diverses et parfois

conservés

les plus sauvages. On n'hésita pas à y installer le gouvernement civil; une commission d'enquête parcourut l'archipel, interrogeant les populations. Et, à mesure que les îles se pacifient, on y établit un régime d'autonomie locale qui associe de plus en plus les indigènes cultivés à l'administration de leur territoire. Les Américains sont récompensés de leur générosité par une amélioration des cultures de tabac, de chanvre de Manille, de sucre, de caoutchouc, etc., et par un accroissement de la consommation des denrées américaines dans ces îles.

La question du Pacifique et l'Extrême-Orient

En dehors de leur valeur économique, les nouvelles acquisitions américaines ont une valeur de position.

Autrefois, les États-Unis étaient avant tout une nation atlantique, riveraine de l'Océan, face à l'Europe. On savait vaguement que derrière cette façade s'étendait un arrière-pays; derrière cet arrière-pays, un Extrême-Ouest par où l'on arrivait au Pacifique, mer inconnue, fossé insondable entre le Nouveau-Monde et la partie extrême-orientale de l'Ancien. Par la circumnavigation autour du cap Horn et par les chemins de fer transcontinentaux, San-Francisco n'était qu'un poste avancé, enfant perdu de la civilisation blanche vers l'Ouest.

Tout cela est changé. Le développement très rapide des trois États du Pacifique — Washington, Orégon, Californie — en a fait un élément important de l'Union, une sorte de sous-nation jeune, active, ambitieuse. San-Francisco est devenu un port d'attache pour la Sibérie, le Japon, la Corée, la Chine, les Indes insulaires, l'Australie. Au Nord de San-Francisco, d'autres ports, Puget-Sound, Seattle, se chargent de pourvoir les régions septentrionales. Tout un réseau de relations nouvelles s'entrecroisent aujourd'hui sur « l'Océan silencieux » : ce fossé devient, comme l'Atlantique, un carrefour de peuples, une mer historique.

Tandis que de plus en plus les États-Unis penchaient vers l'Ouest, de plus en plus les nations européennes, par Hong-Kong, par notre Indo-Chine, par le Transsibérien, par la colonie allemande du Chan-Toung, s'étendaient vers l'Est. La rondeur de la terre fait que ce qui est pour les Américains l'Extrême-Occident est pour nous l'Extrême-Orient. Voilà les deux morceaux de l'humanité blanche appelés à se rencontrer. Où est cette doctrine de Washington, qui interdisait aux États-Unis les alliances européennes? Où cette doctrine de Monroe, qui leur réservait un hémisphère, mais les enfermait dans cet hémisphère?

Tantôt ^{en même temps} en conflit, tantôt en accord avec les grandes puissances européennes et la nouvelle grande puissance asiatique, ils interviennent en Corée, puis en Chine. Ils veulent maintenir la

Chine ouverte aux locomotives américaines, au blé et au maïs américains. Ils imposent aux belligérants le respect de « l'entité administrative chinoise ». Que deviendrait San-Francisco si la Chine était fermée au libre trafic?

Russie, Japon, États-Unis sont à l'heure actuelle les trois puissances dominantes du Pacifique Nord. Mais, tandis que le petit Jap et l'ours moscovite se querellent, oncle Sam regarde : au lendemain de la lutte, San-Francisco nourrira les Japonais affamés, San-Francisco remplacera les rails usés du Transsibérien.

Dans cette mer où se dessinent des routes, tous les peuples ont voulu se réserver des postes d'observation, points de croisement, ports de refuge, dépôts de charbon. Tel récif de corail qui dépasse à peine le miroir des flots, dont toute la richesse consiste en une ceinture de cocotiers, acquiert tout à coup une valeur nouvelle.

Comme à la France, à l'Allemagne, à l'Angleterre, il fallait aux États-Unis des stations dans le Pacifique. Les Hawaï ne sont pas seulement une usine à sucre. A 3.800 kilomètres de San-Francisco, Honolulu, le port des Hawaï, est la clef des routes du Pacifique : de là une ligne bifurque vers Sydney, une autre vers Manille, une autre vers Yokohama et Vladivostok. Plus à l'Ouest, les États-Unis se sont réservé l'une des Samoa, Toutouila; plus à l'Ouest encore, l'une des Carolines, la mieux située,

Guam. Enfin Manille vient compléter cette chaîne de postes américains, qui va de la Californie à la Chine méridionale, et dont les chaînons sont aujourd'hui reliés par un câble télégraphique américain — le premier en date qui ait traversé l'Océan Pacifique.

L'entrée des États-Unis dans le Pacifique est un des faits capitaux du début du vingtième siècle.

La question du Canal

La question du Canal, il faut le reconnaître, est avant tout pour les États-Unis une question nationale. L'épaisseur d'un continent sépare New-York de San-Francisco, et le chemin de fer qui unit ces deux villes doit gravir les montagnes rocheuses à plus de 2.000 mètres. Les frets entre ces deux villes sont si élevés que certaines marchandises préfèrent encore aller de l'une à l'autre par voiliers, en passant par le cap Horn.

Tant que les territoires de l'Extrême-Ouest ne s'étaient pas développés, les Américains n'accordaient à la question des Isthmes qu'une très médiocre attention. A peine la Californie commença-t-elle à prospérer, ils firent savoir au monde qu'ils ne toléreraient pas, sur les routes isthmiques, d'autre contrôle que le contrôle américain. Tout canal isthmique est pour eux une partie de la route de mer de New-York à San-Francisco.

Contre cet intérêt national évident se sont coalisés, en Amérique même, des intérêts particuliers. Les actionnaires des chemins de fer transcontinentaux savent qu'ils ne seront plus les maîtres le jour où ils seront concurrencés par une route maritime. Aussi ont-ils mis en œuvre toutes les forces dont ils disposaient au Congrès pour faire manquer l'affaire. Ils ont presque inventé le projet du Nicaragua, qu'ils savaient irréalisable, pour détourner l'attention du Panama. — Mais, malgré leurs tentatives de corruption parlementaire, ils n'ont pu empêcher de triompher cet axiome : « Nous voulons un canal américain, par des Américains, pour des Américains. »

Les États-Unis ont soigneusement écarté l'intervention de l'Angleterre. Ils ont fait échouer la compagnie de Panama parce que c'était une œuvre française. Ils lui ont racheté le canal contre 200 millions de francs, non pour le donner à des compagnies américaines, mais pour en faire une entreprise d'État, une propriété fédérale. La Colombie, souveraine de l'isthme, montrait des velléités de résistance. Elle refusait de ratifier le traité de cession. Mais tout d'un coup, comme par hasard, la province de Panama éprouva le besoin de se séparer de la Colombie, et les États-Unis interdirent à la Colombie de réprimer cette sécession. Ce que le Nord a fait en 1865, la Colombie n'a pas le droit de le faire en 1904. Nouvelle extension de la doctrine de Monroë : ce n'est plus seulement

l'Europe qui n'a pas le droit de réprimer les révoltes de ses dépendances américaines; les républiques américaines n'ont pas davantage ce droit — quand ces révoltes sont favorables aux États-Unis.

La nouvelle République de Panama a donné tout ce qu'on lui demandait. Pour 50 millions elle a cédé aux États-Unis la bande de terre nécessaire au creusement, plus les deux ports d'accès. Les États-Unis seront maîtres du canal, d'une mer à l'autre. Par une délicieuse ironie, ils seront chargés de le défendre, d'en garantir la neutralité. Ah! le bon billet qu'a l'Europe! — Le canal sera vraiment une partie du littoral des États-Unis.

Il sera autre chose encore. — Actuellement l'Océan Pacifique n'a qu'une porte, celle de Singapour, si l'on néglige le chemin détourné du cap Horn. Et Singapour est la sortie d'un long couloir qui commence à Suez. Mais demain, le Pacifique aura une porte de l'Est, par où passeront les vapeurs de Liverpool, de Brême, de Rotterdam, du Havre.

Or, cette porte a un vestibule. Le futur canal ne s'ouvrira pas de plain-pied sur l'immensité de l'Atlantique. Un rempart presque continu d'îles et de récifs, tendu en arc de cercle du Yucatan aux Guyanes, enclôt une véritable Méditerranée américaine. Qui surveillera cette « antichambre » du Pacifique?

Les petites Antilles, celles du Sud, sont actuelle-

ment partagées entre les puissances européennes. Mais plus importantes sont, plus au Nord, les grandes Antilles : la future route du Japon et de la Nouvelle-Zélande touche à San Juan de Porto-Rico, passe à l'Est de Cuba.

Voilà pourquoi l'Espagne était de trop aux Antilles, pourquoi, dans Cuba « libre », les États-Unis se sont fait réserver des stations de charbon et une sorte de droit permanent d'intervention.

Voilà pourquoi nous retrouvons l'action des États-Unis dans tous les troubles qui éclatent à Haïti ou à Saint-Domingue. Toutes les Antilles européennes sont plus ou moins menacées par les visées américaines. La philanthropie yankee ne s'est-elle pas prise d'un bel amour — quelque peu suspect — pour les victimes de la Martinique? Et hier encore, les États-Unis n'ont-ils pas négocié l'achat des Antilles danoises? Leurs visées vont si loin que, périodiquement, quelque journal impérialiste annonce que la France veut leur vendre Saint-Pierre-et-Miquelon! — Nous voilà cependant à bien des lieues de l'Isthme.

De façon ou d'autre — par la douceur, s'il se peut, par la force, s'il le faut — les États-Unis veulent le contrôle de la route New-York-Sydney. En même temps qu'une flibusterie du trust des sucres, la guerre contre l'Espagne a été une opération stratégique à longue portée, un épisode de la prise de possession du Pacifique.

Caractères de l'impérialisme américain

L'extension de l'horizon politique américain, les succès de la politique américaine ont déterminé la formation d'un état d'esprit nouveau dans la patrie de Washington. Au patriotisme légitime des citoyens d'une nation libre s'est superposé un chauvinisme intempérant, provocant, insolent. Un journalisme spécial — journaux à gros tirage — qu'on appelle là-bas le journalisme *jaune*, se charge d'exaspérer ces sentiments. Il vante les partisans de la politique de « l'aigle aux ailes éployées », il entonne à tout propos et hors de propos l'hymne national : « Bannière semée d'étoiles ! » Il exige que cette bannière intervienne partout, qu'elle soit partout au premier rang. Persuadé que l'Amérique est la plus grande des nations, que les lois américaines sont les meilleures des lois, le « jaune » en arrive à croire que le globe ne sera heureux que le jour où les « étoiles et les raies » flotteront sur la terre entière. Ce qu'il rêve, ce n'est plus seulement la « yankisation » du Nouveau continent, c'est « l'américanisation » du monde. — Cette nation, s'écrie un évêque catholique américain, Mgr Ireland, sera « la reine, la conquérante, la maîtresse, l'institutrice des siècles à venir ».

Cette frénésie est-elle imputable à ces nouveaux éléments, celtes, latins, germains ou slaves, que l'immigration jette depuis si longtemps par millions sur les plages américaines ? Quiconque veut y résis-

ter, quiconque, fidèle aux traditions calmes et dignes de la vieille Amérique anglo-saxonne et puritaine, proteste contre ce patriotisme tapageur, la presse jaune tout entière le dénonce comme un *mauvais Américain*. « Partout où flotte notre drapeau, disait un sénateur en demandant l'annexion des Hawaï, soit par droit de conquête, soit par le consentement du peuple qui le laisse arborer, là il doit rester; et le parti ou les hommes qui proposent de le retirer auront à compter avec la grande masse de la nation américaine, qui croit que c'est le meilleur drapeau du meilleur gouvernement qui existe et qu'il est plus capable d'apporter au pays sur lequel il flotte la paix et la prospérité que n'importe quel autre drapeau de n'importe quel autre gouvernement sous le ciel ».

Presque tous les partis sont d'accord sur ce point. A distance, le président Roosevelt nous apparaît comme le porte-parole de ce chauvinisme exalté. Il est plutôt, dans son propre parti, un modéré. Et si le parti républicain est par excellence un parti impérialiste, il ne faut pas croire que les démocrates soient exempts de la tare « jaune ». Ils peuvent bien, pendant les campagnes présidentielles, protester contre les visées ambitieuses et les paroles grandiloquentes des gouvernants actuels, au fond ils pensent comme eux; ils ont, avec eux, fait la guerre de Cuba; et, lorsqu'ils parlent de mettre les Philippines en république, ils ne croient pas le premier mot de ce qu'ils disent. Les associations ouvrières,

qui, suivant les besoins de leur tactique, soutiennent de leur vote tantôt les républicains tantôt les démocrates, sont avant tout protectionnistes, hostiles à l'immigration, encore plus hostiles à l'élément chinois qu'elles veulent expulser des Philippines comme elles l'ont expulsé de l'Union. Les « populistes » sont-ils moins impérialistes, eux qui avaient inscrit sur leur bannière l'étalon d'argent, le triomphe légal du métal américain? Soutenus par les trusts miniers de Nevada, ils auraient, bien plus complètement que les républicains, opposé l'Amérique, monométalliste-argent, au reste du monde, de plus en plus monométalliste-or. La victoire des républicains a été la victoire de l'étalon d'or, c'est-à-dire une victoire pour la cause des bonnes relations internationales. Mais en consolidant la situation financière de la République, elle a encore donné à l'impérialisme de nouvelles forces.

Deux citoyens américains sont-ils capturés, au Maroc, par quelque « roi des montagnes »? Toute autre nation se serait contentée de négocier le rachat de ses nationaux. Mais « l'aigle aux ailes éployées » n'admet pas qu'on lui manque de respect : une escadre américaine vint s'emboîser devant Tanger, et sans l'intervention discrète de la France, les obus américains auraient parlé.

Avouons-le, cet impérialisme envahissant et audacieux ne s'emploie pas toujours à de mauvaises causes. Il a la prétention d'être un impérialisme

humanitaire. Tout n'est pas faux dans l'affirmation des Américains que le triomphe de leurs armes ou de leur diplomatie sert la cause de la liberté et de la justice.

Le traité de Berlin oblige la Roumanie à garantir à tous ses citoyens, chrétiens ou non-chrétiens, l'égalité civile et politique. Au mépris de ce traité, la Roumanie est devenue la terre d'élection de l'antisémitisme légal, et les puissances signataires ne protestent pas. Ce sont les États-Unis, non signataires du traité, qui en réclament l'exécution.

Le Tsar laisse-t-il assassiner, à Kichinev, des milliers de ses sujets? Personne, parmi les gouvernements européens, ne lève le petit doigt. Et d'ailleurs, Monroë lui-même n'a-t-il pas écrit : « Nous n'interviendrons dans les affaires intérieures d'aucune puissance européenne »? Mais, depuis 1823, les temps sont changés; les États-Unis ont acquis, en même temps que la puissance, des responsabilités nouvelles. En 1903, le secrétaire d'État transmet officiellement au Tsar une pétition des Juifs américains en faveur de leurs coreligionnaires russes.

Et tandis que les puissances européennes, même la France, admettent que le tsarisme considère leurs nationaux juifs, quand ils vont en Russie, non comme des Français, des Allemands, etc., mais comme des Juifs, Roosevelt rappelle à Nicolas II que les Juifs de Kiev ou d'Odessa naturalisés américains restent, lorsqu'ils retournent en Russie, des citoyens américains et doivent être traités comme tels.

Que 300, 400.000 Arméniens soient fusillés, empalés, écartelés par les Kurdes et par les soldats de Sa Hautesse, la France, protectrice des catholiques, la Russie, protectrice des orthodoxes, l'Angleterre, l'Allemagne, laissent faire. Mais, grâce à l'action des missions protestantes yankees, un nombre croissant d'Arméniens sont citoyens américains. Dès 1895, Cleveland réclame en leur faveur. Hier, l'escadre américaine était à Beyrouth, et le Sultan rouge, habitué à l'apathie des diplomates européens, est confondu de l'audace de ces nouveaux venus.

Ce n'est plus seulement la question d'Extrême-Orient, c'est la question d'Orient qui ne peut plus se régler sans le consentement des États-Unis.

« Allah est Dieu, et Mahomet est son prophète ! » s'écriait le conquérant mulsuman. « L'Amérique est le meilleur gouvernement sous le ciel », proclament les prophètes impérialistes ; « seule elle est capable de substituer à l'organisation militaire et aristocratique du Vieux monde une civilisation démocratique et industrielle, fondée sur la justice distributive, respectueuse de la liberté individuelle, excitatrice des énergies, favorable au triomphe des plus dignes. Libérons donc, à coups de canon s'il le faut, les peuples esclaves, à Cuba comme aux Philippines. Propageons à travers le monde, par la locomotive et le journal, par le lard salé et la torpille, l'évangile américain ! Flotte, flotte à tous les vents du monde, bannière semée d'étoiles !... »

II

La situation internationale des États-Unis

Le développement de l'impérialisme a modifié de fond en comble la situation internationale des États-Unis. La politique d' « isolation » recommandée par les fondateurs de la République a fait son temps. Elle était de mode lorsqu'un petit nombre de citoyens étaient absorbés par cette dure besogne : la « digestion » d'un continent. Aujourd'hui, bien qu'il y ait encore des places vides, non seulement on refuse les immigrants de seconde qualité, mais les Américains commencent à émigrer à leur tour. Avec eux émigrent leurs produits, leurs capitaux, leurs navires de guerre. L'isolement fait place à l'expansion.

Leur situation en Amérique

La doctrine de Monroe n'a été d'abord qu'une garantie contre l'Europe. Elle devient la formule d'une sorte de protectorat des États-Unis sur toute l'Amérique. Et ce protectorat tend, par la force des choses, à devenir de plus en plus effectif.



Le Vénézuéla, par exemple, ne paie pas ses dettes. L'Allemagne, l'Angleterre, viennent bombarder les ports vénézuéliens. Supposez un instant que le Vénézuéla résiste. Pour rentrer dans leurs frais, les puissances bombardantes seront tentées d'occuper quelques points du territoire vénézuélien, surtout l'Allemagne, qui cherche partout des territoires de colonisation moins infertiles que le désert des Herreros.

Que feront dans ce cas, les États-Unis? Le Vénézuéla invoquera la protection américaine. En vertu de la doctrine de Monroë, les États-Unis sommeront l'Allemagne de rembarquer. Mais celle-ci répondra : fort bien. Vous prenez fait et cause pour le Vénézuéla, mais alors obtenez qu'il paie ses dettes. Les États-Unis auront alors le choix entre deux conduites : ou faire la guerre à l'Allemagne ; ou contraindre le Vénézuéla, au besoin par la force, à tenir ses engagements. Les voilà donc, à moins de renoncer à leurs visées panaméricaines, obligés de faire la police de tout un hémisphère.

Ils ont fait signer, entre la plupart des États américains, des traités permanents d'arbitrage. Ils sont, dans une certaine mesure, les garants éminents de ces traités. Si demain, malgré ces traités, l'un de ces États en attaque traitreusement un autre, la flotte américaine viendra-t-elle bloquer les côtes de la nation coupable?

Conflits possibles avec l'Europe ; conflits possibles avec les États des trois Amériques : tel est,



en ce qui regarde le Nouveau monde, le bilan des développements récents de la doctrine de Monroë.

Hors d'Amérique

Les États-Unis sont partie prenante dans le jeu redoutable qui se joue en Extrême-Orient, Si la guerre actuelle reste limitée à la Russie et au Japon, tout va bien. Mais que le conflit s'étende; qu'il mette aux prises, dans cet Océan Pacifique que veulent se réserver les Américains, toutes les flottes européennes, la flotte américaine restera-t-elle silencieuse? Elle ne le restera sûrement pas le jour où quelque missionnaire américain, catholique ou méthodiste, baptiste ou congrégationnaliste, le jour où quelque ingénieur, mineur ou boutiquier américain aura été tué par les Jaunes. N'oublions pas que, grâce au Canal, c'est toute la flotte américaine qui pourra se porter dans le Pacifique.

Dans le Pacifique Nord, les États-Unis sont voisins du Japon, de la Russie, des Allemands de Kiao-Tchéou, des Anglais de Ouéi-haï-ouéi. Aux Philippines, ils sont voisins de la japonaise Formose, des Indes néerlandaises, de l'Indo-Chine française, des établissements anglais des Détroits. Que de tentations, que d'occasions de conflit!

Les États-Unis ont posé le principe de l'intégrité chinoise et de la « porte ouverte » en Chine. Or la France s'étend vers le Yunnan et le Ssé-Tchouen, l'Angleterre déborde au-delà des murailles monta-

gneuses de la Birmanie, l'Allemagne envahit méthodiquement le Chan-Toung ; la Russie, son compte réglé avec le Japon, victorieuse ou vaincue, reprendra son irrésistible poussée vers la Mandchourie. Si l'une de ces puissances étend son réseau de douanes sur une partie du territoire chinois, si elle « ferme une porte », voilà les États-Unis acculés à la guerre. — Et je n'ai pas envisagé l'éventualité de l'apparition d'une flotte australienne dans les eaux de cet Océan qui ne s'appellera bientôt plus que par dérision le « Pacifique ».

En Europe même, les États-Unis ont, dans presque toutes les capitales, remplacé leurs modestes légations par des ambassades, et leurs ambassadeurs siègent dans les Congrès. Ils ont pris part à la Conférence de la paix. Le président Roosevelt a même pris l'initiative de réveiller la belle qui dormait au bois de la Haye. Mais, ou bien la cour de La Haye restera une amère plaisanterie, ou bien on lui donnera la force qui lui est nécessaire pour imposer aux récalcitrants le respect de ses décisions. Les États-Unis devront contribuer à cette organisation militaire de la paix internationale. — La doctrine de Monroë est bien morte. De toutes façons, par tous les points à la fois, les États-Unis sortent de leur territoire, ils sortent de leur continent, ils entrent dans le concert mondial.

Du protectionnisme absolu, ils marchent aujourd'hui, parce qu'ils deviennent exportateurs, vers la réciprocité commerciale, vers les traités de com-

merce. De l'isolement absolu, ils marchent vers une politique qui se traduira, un jour ou l'autre, par des traités d'alliance, par des conventions défensives ou offensives.

L'impérialisme et les institutions américaines

L'ancienne politique extérieure des États-Unis était modelée sur leur constitution fédérale. Celle-là change, celle-ci ne peut rester immuable.

Cette constitution était antimilitariste, et voici que les budgets de la guerre et de la marine atteignent les chiffres auxquels nous sommes habitués dans les vieilles nations européennes. Les généraux, les amiraux prennent une place nouvelle dans l'État et dans l'opinion.

La diplomatie devient un organe essentiel de la nation. — Or la diplomatie, comme l'armée, est sous la direction immédiate du Président. En apparence rien n'est transformé : le Président habite toujours la modeste résidence de Maison Blanche ; en redingote, avec la simplicité des mœurs républicaines, il y serre la main de tout Américain qui désire voir l'élu de la nation ; en fait, il devient pleinement le chef de l'État. Il parle au nom des États-Unis ; au nom des États-Unis, il peut, par telle dépêche de son secrétaire d'État, provoquer la guerre ou maintenir la paix ; il peut envoyer ici ou là des escadres pour protéger les intérêts américains.

Il est vrai que, dans l'exercice de sa fonction diplomatique, il est étroitement associé au Sénat. Il doit consulter ce corps pour la nomination des ambassadeurs. Mais, par la force des choses, des entorses ont déjà été données à ce principe :

1° Lorsque le Président nomma les membres américains de la Cour de La Haye, il n'eut pas à consulter le Sénat : ces membres ne sont pas fonctionnaires des États-Unis, mais du tribunal lui-même. — De même, si le Président se trouvait dans le cas d'avoir à nommer des arbitres, ou un surarbitre, conformément à la convention de La Haye, il le ferait sans consulter le Sénat, et s'engagerait, sans consulter le Sénat, à respecter leur sentence.

2° Les Philippines étaient « le pays des moines ». Au lendemain de la conquête, il fallut régler une multitude de questions : remettre dans la circulation les biens de main-morte, remplacer les « frères » espagnols par des prêtres catholiques américains. A moins de soulever la population catholique des îles, il fallait s'entendre avec Rome. Or les États-Unis ne reconnaissent pas, officiellement, l'existence du pape, n'ont pas d'ambassadeur auprès du Vatican. C'est le gouverneur des Philippines, comme envoyé personnel du Président, qui se rendit à Rome ; il négocia non pas au nom des États-Unis, mais au nom du Président, en tant que celui-ci était provisoirement chargé de l'administration des Philippines. En dépit de cette fiction, les États-Unis, ce pays

classique des églises séparées de l'État, se trouvent maintenant avoir, en ce qui regarde les Philippines, un *concordat* avec l'Église romaine. Ils sont liés, là encore, par la signature du Président.

Dans l'incertitude où sont les Américains sur la possibilité de définir constitutionnellement leurs dépendances extérieures, force leur est bien de les livrer, pendant la période d'organisation, à l'arbitraire présidentiel. Déjà, précédent vénérable, on avait procédé ainsi en 1803, lors de l'acquisition de la Louisiane. En avril 1904, le Congrès a remis au Président une autorité absolue sur le territoire cédé par la République de Panama ; c'est lui qui a nommé le gouverneur et les juges. Quand on songe aux graves questions que peut soulever l'administration du Canal, on trouve cette extension de la prérogative présidentielle singulièrement redoutable.

A l'accroissement des pouvoirs de l'exécutif correspond un renforcement général des pouvoirs fédéraux. En apparence, le monde politique américain se divise toujours en *républicains* et *démocrates*. En réalité, il n'y a plus de *démocrates* ; tout le monde admet que le fédéralisme absolu n'est plus de saison, qu'il faut faire quelques pas vers l'unité.

Les progrès du parti ouvrier ont agi dans le même sens. A quoi aurait servi l'établissement de la journée de neuf heures au Massachusetts, si les patrons avaient été concurrencés par des usines du Vermont ou du Maine travaillant dix ou douze

heures? Les Fédérations nationales de métier ou d'industrie, la grande Fédération américaine du travail ont poussé le Congrès à étendre sa compétence en matière de législation ouvrière. La création d'un bureau fédéral du travail, puis — l'an dernier — celle d'un ministère du commerce et du travail ont encore accru la puissance et les ambitions du pouvoir central.

Ces tendances viennent de s'inscrire, curieusement, dans la grammaire politique. — Les « États-Unis », grammaticalement, c'est un pluriel. Ce pluriel indique que le fait essentiel, générateur, ce n'est pas l'Union, ce sont les États. Or, depuis l'an dernier, et par la volonté du Congrès, cette expression d' « États-Unis » est devenue un singulier. On dit aujourd'hui en anglais yankee : les États-Unis *est* la plus grande puissance du globe, les États-Unis *veut*...; les États-Unis *défend*... — Ce singulier en dit plus qu'il n'est gros.

Admettons un instant que quelques-uns des rêves de l'impérialisme américain se réalisent, et que les « étoiles et les raies » couvrent l'Amérique de la Mer Glaciale au Canal isthmique. De deux choses l'une : ou cet immense territoire ne tardera pas à se disloquer en nations diverses (chaque groupe suivant la pente de ses intérêts), ou il faudra renforcer encore le lien fédéral, et grouper fortement autour de Washington ces cent millions d'hommes dont beaucoup auront pour langue ma-

ternelle l'espagnol ou le français. Ce sera un nouvel appoint pour l'élément néo-latin et pour l'élément catholique de l'Union, et la physionomie intellectuelle et morale du peuple américain en sera encore modifiée. — L'extension même des États-Unis sera la mort des États-Unis d'autrefois, des États-Unis de Washington, de Jefferson et de Lincoln.

Déjà, entre les « États-Unis » de ces grands ancêtres, et l'« États-Unis » — à quand « l'État-Uni » ? — de Roosevelt, il n'existe plus que des ressemblances superficielles.

Le péril américain

Par leur masse, leur nombre, leur richesse, leur force d'expansion, leur humeur combative, leur orgueil intempérant, les États-Unis troublent le monde. Arriveront-ils à opérer « l'américanisation » du globe ?

Résumons-nous : Un peuple inconnu il y a cent cinquante ans, et qui compte à l'heure qu'il est 80 millions d'hommes ; un commerce qui se chiffre par plus de 10 milliards par an et qui ne le cède qu'à celui de l'Angleterre et à celui de l'Allemagne ; des établissements coloniaux qui dépassent (si nous y comprenons Cuba) 400.000 kilomètres carrés et sont peuplés, dès aujourd'hui, de plus de 10 millions d'hommes ; une flotte commerciale qui prend une place de plus en plus éminente dans l'Atlan-

tique Nord et qui tend à s'emparer du monopole des transports dans le Pacifique. Enfin une nouvelle grande puissance politique (c'est-à-dire militaire et navale) qui a fait son entrée, d'une façon retentissante, dans le concert mondial, et qui continue à y parler haut.

Les caricaturistes américains représentent « l'oncle Sam » comme un homme très long et très maigre, aux traits anguleux, à l'œil perçant et avide, aux mains longues et aux doigts crochus. La tête est encore coiffée du haut chapeau des puritains, mais ce chapeau, rejeté en arrière ou campé en bataille, a des airs de tricorne ou de shako ; l'ample et longue redingote du méthodiste écarte ses pans pour laisser voir un « inexpressible » fait de « raies et d'étoiles ». L'attitude est celle d'un boxeur, toujours prêt à tomber sur qui lui manque de respect, et dont les poings redoutables sauraient au besoin manier le revolver ou le « coup de poing américain ». C'est une caricature : c'est l'image à peine chargée de l'impérialisme yankee.

L'ombre de ce Croquemitaine empêche beaucoup d'Européens de dormir. On n'entend parler, dans la presse, dans les conférences, au Parlement, que « péril américain ». Après le « péril allemand » et le « péril jaune », c'est le dernier épouvantail que nos fabricants de spectres ont imaginé.

Pendant que le paysan beauceron ou briard, poméranien ou petit-russe, roumain ou lombard,

laboure son champ, fauche son blé, sarcle ses betteraves, repique son riz, élève ses bœufs ou ses porcs, les grands vapeurs chargent à Baltimore des milliers de tonnes de grains produits par une terre jeune, semés et récoltés à la machine, emmagasinés dans des élévateurs géants; les bateaux frigorifiques apportent à Liverpool et à Hambourg des quartiers de viande fraîche; et le lard et le jambon américains, les boîtes de conserves américaines signifient la mort sans phrases au cochon serbe ou westphalien.

C'est à peine si les subtiles ressources de l'inspection sanitaire, la bienheureuse fièvre aphteuse ou la trichinose tutélaire permettent d'opposer de fragiles et provisoires barrières à cette inondation des viandes américaines. Encore l'Oncle Sam se fâche-t-il tout rouge et tombe-t-il en arrêt, les poings serrés, quand on lui dit que ses porcs sont malades ou que son jambon est insalubre.

Mais voici qui est pire : ce n'est plus seulement le paysan sur son champ, c'est l'ouvrier devant son métier, c'est l'industriel dans son bureau, c'est l'armateur dans ses bassins qui sont mortellement frappés par leurs rivaux d'outre-Atlantique, mécaniquement, mathématiquement, plus sûrement qu'avec une balle « dum-dum ». Le filateur qui conduit six ou huit métiers à la fois dans une usine du Texas lance en réalité sa navette au cœur de ses frères du Lancashire, de la Saxe ou de la Normandie; les verriers de Pittsburg, qui brûlent le gaz

naturel et qui soufflent automatiquement leurs bouteilles sur une table tournante, affament, plus facilement qu'une armée de blocus, les ouvriers des verreries belges. Lyon même, l'antique métropole des soieries chatoyantes, est menacée par les Italiens qui peuplent aujourd'hui Patterson.

Et l'ouvrier n'est pas seul atteint. Car ce n'est pas parce qu'il est moins payé que l'ouvrier américain bat son frère d'Europe : rien de comparable ici à la concurrence faite aux civilisés par les prolétaires indiens, chinois ou japonais, les sobres et maigres tribus des mangeurs de riz. L'ouvrier américain mange plus de viande, plus de légumes, plus de sucre que le nôtre, et il dort davantage. Malgré les hauts salaires, les courtes journées de travail, une organisation hygiénique de l'atelier qui ferait crier au gaspillage nos patrons les plus philanthropes, des *trusts* gigantesques réalisent des bénéfices énormes, se rendent maîtres des marchés internationaux, raflent des quantités prodigieuses de matières premières, jettent, aux prix qu'ils veulent, sur les anciens débouchés de l'Europe des séries illimitées d'objets découpés à l'emporte-pièce, tournés à la grosse ou au mille par des machines-outils.

Ces trusts règlent à leur gré le cours du pétrole, du coton, du maïs, des phosphates ; en appuyant sur un bouton électrique, les « rois » de l'acier ou du blé peuvent faire sauter, aussi brutalement que s'ils actionnaient à distance une cartouche de dyna-

mite, les plus puissantes maisons de Brême ou du Havre.

Voilà le « péril américain ».

Essayons de l'analyser froidement, comme si nous n'étions ni « Européen » ni « Américain », comme si, de l'étoile Sirius, nous nous donnions l'amusant spectacle des agitations de cette fourmière que nous appelons pompeusement « la Terre ».

Et d'abord, débarrassons-nous de la conception fataliste en vertu de laquelle le progrès de l'humanité se produirait nécessairement, éternellement, d'Est en Ouest.

Sous prétexte que le petit fragment d'humanité auquel nous nous vantons d'appartenir semble avoir pris son origine en Chaldée; que la civilisation méditerranéenne, passant de l'Égypte et de la Phénicie à la Grèce, à l'Italie, à la Gaule, à la Grande-Bretagne, s'arrêta longtemps devant les brumes mystérieuses des mers occidentales; qu'enfin nos frères de sang et de culture peuplent aujourd'hui l'autre rive de l'Atlantique, poussent leurs charrues à travers les prairies de l'Ouest, vont tailler la vigne ou le figuier sur le revers des monts de l'Extrême-Occident, nous en concluons un peu vite que le progrès se déplace dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, en une marche réglée sur le cours apparent du soleil.

Mais que de faits contraires! Quand ce ne serait que la lente et régulière poussée des Russes vers

l'Est, le long serpent qui déploie ses anneaux — rails, soldats, fonctionnaires, moujiks — de Perm à Vladivostok et à Port-Arthur

Qu'est-ce, d'ailleurs, que cette notion vieillotte d'une civilisation qui se transmettrait comme un flambeau, et qui laisserait retomber dans la nuit les rivages qu'elle vient d'éclairer? Pourquoi supposer que la civilisation américaine ne peut vivre que si la nôtre meurt? Faudra-t-il que la divine lueur fasse le tour entier du globe, et qu'avant de se rallumer un jour sur notre Europe redevenue barbare, elle se soit éteinte successivement sur les deux rives du Pacifique et à travers les plaines de l'Asie? et recommencera-t-elle éternellement, feu follet de l'humanité, sa course vagabonde et inutile? Pourquoi ne pas prévoir un état où les diverses parties du globe, diversement, mais également civilisées, formeront entre elles un harmonieux équilibre?

Le péril américain est-il vraiment un péril politique? A chaque nation de s'armer de son mieux contre les surprises possibles.

L'« américanisation » de l'Europe ne se fera pas si les Européens savent garder leur poudre sèche. On a vu la flotte yankee bloquer Tanger, Smyrne et Beyrouth; on ne l'a pas encore vue, malgré les allures de matamores que prennent parfois ses amiraux, bombarder les ports où elle savait qu'elle trouverait à qui parler.

Un autre moyen de préparer la paix, c'est de réduire le nombre des conflits. Or les États-Unis —

c'est une justice à leur rendre — ont montré qu'ils étaient très disposés à recourir à l'arbitrage, à soumettre leurs litiges à un tribunal international. Profitons (sans nous y fier trop naïvement) de ces bonnes dispositions.

Une chose, malgré tout, reste évidente : Une nouvelle période s'ouvre dans l'histoire de l'humanité. L'Europe ne peut plus maintenir intacte son ancienne suprématie. Qu'elle n'espère plus exercer la dictature de la planète. Cette dictature trouvait autrefois sa justification dans la supériorité unique de la civilisation européenne. Mais d'autres peuples sont nés qui ont droit, comme l'Europe, à leur part d'influence. Qu'ils soient de l'Ouest, de l'Est ou du Sud, il faudra désormais compter avec eux.

Ceci concédé aux faiseurs de prophéties désespérantes, que l'Europe ne s'exagère pas le péril. Même le péril économique n'est pas si noir qu'on le fait.

Il est des marchés qui ne s'ouvrent guère aux Yankees, tel celui de l'Amérique du Sud. Expositions, commissions, congrès ont eu beau se multiplier, les Républiques latines se méfient. Ces républiques n'accepteraient une union douanière avec les États-Unis que si cette tutelle économique avait pour conséquence une garantie financière, en un mot si l'oncle Sam, en véritable « oncle d'Amérique », s'engageait à payer les dettes de ses nièces prodigues.

Le chemin de fer transaméricain n'est pas fait; la locomotive ne roulera pas de sitôt de Chicago à Buenos-Ayres. Le Canal lui-même n'ouvrira au commerce américain que la partie septentrionale de la côte ouest de l'Amérique du Sud. Il battra sans doute les Anglais et les Allemands dans l'Équateur et au Pérou; il ne pourra que les concurrencer au Chili; il ne vendra pas pour un dollar de plus à la Plata ni, à plus forte raison, au Brésil.

Des différences de race et de culture s'opposeront aussi à cette yankisation économique de l'Amérique du Sud. C'est une Amérique vraiment latine. Elle se « latinise » de plus en plus par l'apport incessant des Italiens qui arrivent par centaines de mille dans le Sud-Brézil, par les colonies italiennes et françaises de l'Argentine. Les Allemands du Sud-Brézil n'altèrent pas ce caractère latin, tout au moins n'accélèrent-ils en rien l'américanisation du pays, et ils contribuent à créer une demande croissante pour les produits de l'Europe. — Même dans l'Amérique du Nord, existe un groupe de populations de langue romane chez qui la France peut s'ouvrir un marché très extensible. Ce groupe fait partie d'une nation qui demande encore une quantité respectable de produits anglais, donc européens.

Il est des marchés qui se fermeront aux importations américaines parce qu'ils deviendront producteurs. Il n'est pas sûr que le Canal voie passer, dans dix ans, plus ou même autant de locomotives

newyorkaises ou philadelphiennes qu'il en transite aujourd'hui par le cap Horn, parce que dans dix ans il y aura des ateliers de construction à Port-Arthur et à Yokohama.

D'ailleurs, qui nous assure que l'industrie américaine continuera de croître en progression géométrique? Son outillage vieillira. En raison même de sa jeunesse, elle n'est pas encombrée par les vieilleries. Jusqu'à présent elle a fait preuve d'une prodigieuse faculté de renouvellement; mais l'esprit conservateur aura, là comme ailleurs, sa revanche.

La puissance d'expansion de leur agriculture et de leur industrie tient en grande partie à leur faible densité. Lorsqu'il y aura 100, 150 millions d'Américains mangeant et consommant, la marge de l'exportation sera réduite.

Lorsqu'ils seront 150 millions, ils auront cessé d'être un peuple *jeune*, c'est-à-dire un peuple de jeunes. L'immigration se réduira; la durée moyenne de la vie s'allongera en raison même de la sécurité devenue plus grande; la natalité, déjà très faible, baissera encore. Les États-Unis deviendront, relativement, un peuple de vieillards, moins accessible à l'esprit de changement. Ajoutez que les éléments nouveaux, méditerranéens et slaves, versés au creuset yankee, n'auront peut-être pas au même degré les qualités anglo-saxonnes d'énergie et de hardiesse, de sang-froid et de persévérance.

Certains indices permettent de croire que la courbe américaine a déjà dépassé son point le plus élevé. On s'est extasié, dans ces dernières années, devant ce phénomène inouï dans l'histoire économique : une nation riche dont l'exportation dépassait constamment, et dans des proportions considérables, l'importation. Depuis 1903, cet écart tend à se réduire, surtout en ce qui regarde les produits manufacturés. Les États-Unis marchent donc vers l'état normal des grandes nations productrices de l'Europe : une importation supérieure à l'exportation.

A son tour l'Europe peut renouveler son outillage. A l'école de l'Amérique, elle peut reprendre une jeunesse nouvelle. Elle a commencé par acheter des machines américaines ; puis elle n'a plus acheté que les machines-outils qui servent à faire ces machines ; elle va s'essayer à faire les machines-outils elles-mêmes. La croissance si rapide de certaines industries récentes, par exemple de la fabrication des automobiles en France, est là pour prouver que la vie européenne n'est pas tarie.

L'Europe apprend tous les jours à mieux utiliser les forces naturelles qu'elle renferme. Il est probable que l'Angleterre et le massif schisteux rhénan sont moins riches en houille que les États-Unis. Mais que de ressources en houille blanche ne possède pas le vieux monde, dignes d'être comparées au Niagara !

Il existe aussi, en Europe, une tendance à imiter l'organisation américaine du capital et du travail. Cartells et trusts d'un côté, grandes fédérations ouvrières de l'autre, ne sont déjà plus exclusivement « choses d'Amérique ». La concentration croissante des deux facteurs de la production aura pour effet, ici comme là-bas, de diminuer les à-coups et les conflits. Ici encore la supériorité actuelle des Américains n'est pas une supériorité fatale.

Les États-Unis d'Europe

Enfin contre la suprématie américaine, des représailles sont possibles. Les États-Unis ont pu se payer le luxe du protectionnisme parce qu'ils sont moins un pays qu'un continent, parce qu'ils ont sur leur sol les productions de l'Italie et celles de la Norvège. Pourquoi les nations européennes ne se grouperaient-elles point ? pourquoi ne formeraient-elles pas entre elles un continent économique capable de lutter contre le continent américain ?

Ainsi est née l'idée des « États-Unis d'Europe ». Car il ne s'agit pas ici de cette grande république fédérative dont Victor Hugo saluait l'aurore lointaine. Il s'agit de quelque chose de plus terre-à-terre, d'une union purement douanière entre tous les peuples européens, ou du moins entre ceux de l'Europe centrale et occidentale. Ces peuples, comme les principautés allemandes qui sont entrées autrefois dans le *Zollverein*, supprimeraient

entre eux, plus ou moins complètement, toute barrière douanière ; en revanche, du côté de la mer, ils se ceindraient d'une ligne commune de douanes, que ne pourraient franchir les marchandises des pays étrangers à l'Union. Celle-ci pourrait alors commencer contre l'Amérique une terrible guerre de tarifs, organiser contre elle, à l'instar de Napoléon I^{er}, le blocus européen.

Cette théorie est surtout à la mode dans les milieux agrariens, chez les gros propriétaires fonciers qui se désolent de voir baisser le prix du quintal de blé. Les hobereaux allemands l'ont présentée, l'an dernier, à Rome, au Congrès international des agriculteurs. Même dans ce milieu très spécial, elle a été fraîchement accueillie.

Cette froideur se comprend. Quand on parle de « péril américain », il semble qu'en face des États-Unis il y ait vraiment l'Europe, que toutes les nations européennes soient également menacées par l'essor des États-Unis. Or il n'en est rien. Les nations européennes sont des individualités distinctes douées d'aptitudes économiques très variées suivant la nature de leurs produits et de leurs besoins : elles sont donc et seront inégalement atteintes par la concurrence américaine.

L'Angleterre est très directement atteinte parce que sa production industrielle ressemble à celle des États-Unis. Elle était autrefois le grand fournisseur de houille et de fonte du monde : elle a perdu ses

deux *records*. Sa situation internationale elle-même est atteinte par l'ouverture des nouvelles voies commerciales; le percement de l'isthme va faire descendre de plusieurs degrés vers l'équateur l'axe commercial du globe; la Grande-Bretagne, isolée dans une position excentrique, va redevenir l'île perdue dans les brumes lointaines du Nord; elle ressemblera, dans une certaine mesure, à ces ports dont la mer s'est retirée. — Mais, pour son alimentation en blé, en fruits, en viande, en produits de ferme, elle sera de moins en moins sous la dépendance des États-Unis, au fur et à mesure que les territoires britanniques au delà des mers acquerront une plus grande puissance productrice. A leur tour, ces communautés de langue anglaise deviendront, en s'enrichissant, consommatrices de produits anglais et prendront la place des marchés fermés à l'ancienne métropole par les États-Unis.

L'Allemagne s'est déjà vu enlever la primauté de l'acier. Elle se verra sans doute ravir un certain nombre de débouchés exotiques que lui assurait, depuis vingt ou trente ans, le bon marché de ses produits. C'est elle surtout qui fabrique en grand des articles similaires de ceux qui sortent des usines américaines. Si l'organisation hautement scientifique de ses industries chimiques et électriques semble les mettre dans une certaine mesure à l'abri, ses industries métallurgiques et textiles sont déjà et seront cruellement atteintes. Quant à son agriculture, elle a cessé d'être exportatrice depuis

que l'Allemagne a cessé d'être une nation paysanne pour devenir un État industriel, et de plus en plus c'est le minotier ou l'éleveur de Chicago qui fera la loi au gentilhomme poméranien.

Et la France? On peut croire qu'elle sera de moins en moins menacée dans sa richesse agricole :

1° elle consomme son propre blé, et elle produit assez de blé pour ses besoins; si la concurrence américaine peut, en baissant les cours, ruiner les gros propriétaires, son influence est nulle sur la situation du petit paysan qui porte au moulin, puis au four, la moisson qu'il a fauchée lui-même;

2° l'exportation américaine en viande comme en blé décroîtra au fur et à mesure que les États-Unis deviendront un pays dense;

3° la France pourra, par de meilleures méthodes, par le développement des syndicats et de coopératives, accroître ses rendements et diminuer ses prix de revient;

4° par l'amélioration de ses voies de communication intérieure, spécialement de ses fleuves et de ses canaux, elle pourra retrouver de nouvelles forces d'exportation, reconquérir le terrain perdu sur l'admirable marché anglais, utiliser plus complètement la position unique, merveilleuse qu'elle occupe entre la Méditerranée et l'Océan, le Nouveau Monde et l'Ancien.

La concurrence, dans ses ports, des houilles américaines contre les houilles anglaises n'est pas

pour l'inquiéter, puisque son industrie a besoin de charbon étranger à bon marché. D'ailleurs elle apprend de plus en plus à se passer de houille.

Elle conservera sa supériorité historique dans les industries de luxe, dans celles qui exigent chez l'ouvrier l'esprit de finesse, l'ingéniosité, le goût, l'instinct artistique. Patterson pourra dépasser en poids et même en valeur le total de la production lyonnaise, mais c'est de Lyon que les filles des milliardaires américains, des « quatre cents » de New-York, continueront de faire venir leurs robes, et de Paris leurs chapeaux.

D'un autre côté la France pourra, grâce au développement de son enseignement supérieur et de son enseignement technique, partager avec l'Allemagne et les États-Unis le monopole des industries scientifiques.

Il y a encore de beaux jours pour la France. Qu'elle prenne garde : avec la formule séduisante des « États-Unis d'Europe », on cherche à entraîner notre République dans une sorte de croisade économique contre la grande République du Nouveau-Monde, à nous faire renier l'œuvre de 1778. Nous tirerions les marrons du feu pour... le roi de Prusse.

Toutes ces raisons nous font croire que les États-Unis n'ont pas à redouter la formation d'un grand Zollverein européen. Mais à défaut de cette vaste combinaison, il est possible que des ententes parti-

culières entre quelques nations européennes rendent moins âpres leurs luttes réciproques, ce qui restreindrait le champ de l'importation américaine.

Hors d'Europe, d'ailleurs, d'autres unions douanières sont possibles. Sans croire à la réalisation intégrale (de plus en plus improbable) du plan Chamberlain, il est vraisemblable que des relations commerciales plus étroites se noueront entre les diverses parties de l'Empire britannique. Autrefois, le grand homme de Birmingham rêvait d'un immense « panbritannisme » qui aurait englobé les États-Unis eux-mêmes ; c'était l'époque où l'on disait que « le sang est plus épais que l'eau ». Mais il y a aujourd'hui si peu de sang anglo-saxon dans les veines de ces Yankees, mâtinés de Germain et de Celte, gagnés de plus en plus par l'infiltration slave et scandinave ! Le panbritannisme nouveau type est un pur impérialisme anglais, qui se constitue contre les États-Unis et non avec eux. Réserver aux cultivateurs du Manitoba, aux fermiers du Bas-Canada, aux éleveurs australiens le plus gros marché de denrées alimentaires qui existe au monde ; nourrir l'ouvrier anglais, ce robuste mangeur de pudding et de roastbeef, avec des produits anglais ; faire porter à tous les sujets de S. M. Britannique au delà des mers les cotonnades de Manchester et les draps de Leeds, c'est un rêve qui ne sera sans doute que très imparfaitement réalisé. Mais dans la mesure où il se réalisera, les États-Unis seront les premiers à en pâtir.

Même perspective en ce qui concerne l'Extrême-Orient. Les observateurs superficiels tout entiers à la lutte de la Russie blanche contre le Japon jaune, croient à l'irréconciliable antipathie du Mongol et du Slave. Mais cette lutte n'aura qu'un temps. Il y a dans le Russe beaucoup de sang tatar ; la Russie est une puissance à demi asiatique, et ce caractère s'accroît à mesure qu'elle va chercher vers le Pacifique ces ports libres de glaces et de détroits que l'Europe lui a refusés. Elle a déjà pris en main la tutelle de la Chine ; elle n'est pas absolument, pour la Chine, un de ces étrangers qu'on appelle les *barbares d'Occident*, les *diabes de la mer*. Car elle n'est pas venue par mer ; elle a poussé, de proche en proche, ses rails et ses paysans, absorbant Bouriates et Chinois, Mongols et Mandchoux ; elle est limitrophe de l'Empire du Milieu sur plus de 5.000 kilomètres à vol d'oiseau, la distance de Lisbonne à la Caspienne ; elle est pour la Chine une voisine, presque une alliée, parfois une amie et une protectrice.

En dépit des apparences actuelles, le monde jaune et le monde slave sont peut-être destinés à s'entendre. Si le « réveil de l'Asie » s'opère, ce sera sans doute le réveil de l'Asie, Russie comprise. Les Russes ont déjà établi leurs douanes en Mandchourie. Les États-Unis commencent à craindre que les Japonais, une fois maîtres de la Corée, ne la réservent exclusivement à leur propre industrie. Que deviendra le principe de la « porte ouverte » le jour

où toute l'Asie du Nord, de l'Océan glacial à Pékin, peut-être plus au Sud, fera partie d'une sorte de *Zollverein* mongolo-slave, ou tout au moins partagé entre la Russie et le Japon ?

Conclusion

Il n'y a donc pas, je crois, au sens où l'entendent nos oiseaux de malheur, de « péril américain ».

Le « péril américain » n'est que l'expression de cette vérité : à savoir que l'Europe n'est plus la reine du monde. Mais nous ne marchons pas davantage vers l'américanisation de la planète. A une période de domination incontestée va succéder une période de lutte, de concurrence entre les nations. La victoire sera aux plus énergiques, aux plus laborieux, à ceux qui comprendront le mieux cette nouvelle phase de l'histoire du monde, qui sauront le mieux mesurer leurs forces.

L'impérialisme américain ne fait qu'avancer l'heure où l'humanité sera organisée suivant la loi de division géographique du travail, c'est-à-dire l'heure où chaque peuple fera surtout ce pour quoi la nature l'a doué de la façon la plus éminente.

Octobre 1904.

JUN 23 1915

BIBLIOGRAPHIE

Je n'indique ici que les principaux ouvrages et seulement ceux qui sont écrits ou traduits en français.

BOUTMY. — *Éléments d'une psychologie politique du peuple américain*, Paris, 1902.

BRYCE. — *La République américaine* (trad. Müller), Paris, 1900-1901.

DRIAULT. — *Problèmes politiques et sociaux à la fin du dix-neuvième siècle*, Paris, 1900.

U. GOHIER. — *Le peuple du vingtième siècle*, Paris, 1903.

TH. ROOSEVELT. — *L'idéal américain* (trad. de Rousiers), Paris, 1903.

LAZARE WEILLER. — *Les grandes idées d'un grand peuple*.

H. HAUSER. — L'entrée des États-Unis dans la politique mondiale (*Annales des sciences politiques*, 1901, p. 445).

CH. H. HUBERICH. — Le canal transisthmique (*Revue du droit public*, 1903, p. 193).

H. A. MOULIN. — *L'expansion des États-Unis et la doctrine de Monroe*, Dijon, 1903.

J. PATOUILLET. — *L'impérialisme américain*, Paris, 1904.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION : 1783-1898	7
PREMIÈRE PARTIE : <i>Les causes de l'impérialisme américain</i>	11
I. — Le sol américain	13
II. — La nation yankee	25
III. — L'essor économique	43
DEUXIÈME PARTIE : <i>Le développement de l'impérialisme américain</i>	65
I. — Formation historique de l'impérialisme	67
II. — La situation internationale des États-Unis	99
BIBLIOGRAPHIE	125



SURESNES — IMPRIMERIE E. PAYEN, 13, RUE PIERRE-DUPONT — 46

M 700

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 01840 2688

98

